LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

QUARTIER LIBRE

ÉLECTIONS BRÉSILIENNES: LES MARCHÉS FINANCIERS SURVEILLENT LES URNES

BRÉSIL VS FMI

DOSSIER: POLITIQUE QUÉBÉCOISE

VIVEMENT LE VIRAGE À GAUCHE!

LE QUARTIER LIBRE - 25 septembre 2002 - Vol. 10, no 3

www.ql.umontreal.ca

à la une

Le FMI, les marchés financiers et les États-Unis sont sur les dents. La plus grande puissance sud-américaine menace de virer à gauche... quitte à en payer le prix.

À lire en page 17

Photographie: Dominic Gauthier
Infographie: Zirval design

Sommaire

CAMPUS

Soccer: démarrage en force ..... p. 4
Concordia dans la discorde ..... p. 5

La FEUQ sur la piste des kangourous ..... p. 7
Un rapport fumant ..... p. 9

SOCIÉTÉ

Dossier: La gauche québécoise s'organise ..... pp. 10-11
Gène...éthique! ..... p. 12
Phytothérapie contre alcoolisme ..... p. 13

MONDE

La chine combat ses militants anti sida ..... p. 18
Afrique de l'Ouest: rentrée sans profs ..... p. 19

CULTURE

Chronique litérraire: «L'intelligence avant les faits» ..... p. 23
Focus sur Denis Gougeon ..... p. 25
La grande vadrouille: Le va-et-vient ..... p. 26

L'agenda culturel ..... p. 27

L'INTERVIEWÉ

Jean Papacotsia, médecin du monde en Palestine ..... p. 15

Le bonheur, sans contraintes?

Aurore LEHMANN

Selon un sondage CROP, sur un échantillon de 800 personnes interviewées pendant 20 minutes à travers le Canada: à la question «quel serait le chemin le plus sûr pour arriver au bonheur», 25 % répondent «le capitalisme», 27 % ne se prononcent pas et 36 % répondent…«le socialisme».

L'enquête a été réalisée pour les besoins de l'émission sur le bonheur réalisée par Robert Blondin, diffusée à la première chaîne de Radio Canada. Les résultats ont été vérifiés auprès du réalisateur. Ils nous ont été transmis en premier lieu par Amir Khadir, candidat du Bloc québécois aux dernières élections fédérales dans la circonscription d'Outremont. Il était présent lors du colloque sur les mouvements sociaux et la gauche au Québec, organisé les 20 et 21 septembre par la chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, au même titre que des représentants de la quasi totalité des mouvements sociaux, communautaires et politiques de gauche de la province.

NI LA TENUE DE CE COLLOQUE, NI LES RÉSULTATS DE CE SONDAGE N'ONT TROUVÉ ÉCHO DANS LA PRESSE NATIONALE. ET CE N'EST PAS L'ACTUALITÉ DÉBORDANTE DE FIN DE SEMAINE QUI POURRAIT EXPLIQUER CETTE ABSENCE.

Ni la tenue de ce colloque, ni les résultats de ce sondage n'ont trouvé écho dans la presse nationale. Et ce n'est pas l'actualité débordante de fin de semaine qui pourrait expliquer cette abscence. De quoi se poser de sérieuses questions, d'autant que cette réunion, la première depuis des lustres, constitue en soi un événement digne d'intérêt à quelques mois des prochaines élections et alors que nous nageons en pleine crise de confiance envers les partis traditionnels. Silence d'autant plus grave que la réflexion tenue lors de ces deux journées pourrait bien poser les bases d'une nouvelle forme d'action politique au Québec. Les discussions ont brillé par le pragmatisme, la lucidité et l'articulation des intervenants.

À ENTENDRE LES MÉDECINS DU QUÉBEC, RELAYÉS PAR LES PRINCIPAUX MÉDIAS, HURLER AU LOUP POUR UN VICE DE FORME, ON EST EN DROIT DE DOUTER DE NOTRE BONNE VOLONTÉ.

La gauche québécoise, bien qu'encore inorganisée, fait preuve d'une ouverture d'esprit qui pourrait bien ébranler les certitudes des plus sceptiques. S'inspirant de modèles déjà existants (Brésil, Canada anglais, voir pages 10 et 11), elle cherche à développer de nouvelles pratiques politiques, s'interroge sur ses propres faiblesses, n'hésite pas à remettre en question ses fondements structurels, mais conserve un objectif axé sur les revendications sociales de la population. Conscients des déboires de la social-démocratie en Europe et au Canada anglais, les mouvements de gauche réalisent non seulement la nécessité de s'appuyer sur une structure politique viable, mais aussi l'efficacité potentielle d'un parti basé sur les mouvements eux-mêmes. Plus profondément, la tenue de cette réunion et les idées qui s'en dégagent, qu'on soit ou non accord avec elles, ont le mérite de poser LA seule véritable question: dans quelle société voulons-nous vivre? Comme le dit Françoise David, «*il faut choisir entre la solidarité et le chacun pour soi*».

Le choix a l'air simple. Mais si la majeure partie d'entre nous répondons «la solidarité», sommes-nous pour autant prêts à en assumer les conséquences? Peut-on aspirer au bonheur de manière détachée, tout en étant partie intégrante d'une société ouverte sur le monde? Si le bonheur passe par le socialisme, il faudra alors vivre avec des contraintes, certaines en opposition majeure avec notre sacro-sainte liberté individuelle. La récente montée en force de la droite en Europe, l'élection in extremis de Gerard Schröder, candidat social-démocrate en Allemagne (victoire due pour une grande part à l'argument anti intervention en Irak), l'échec du NPD au Canada devraient suffire à prouver que la gauche se met elle- même en péril en oubliant ses belles promesses une fois au pouvoir. Si l'électorat déserte ses rangs par amertume, il lui faut donc renouer avec une ligne politique en véritable accord avec les aspirations des électeurs. Autrement dit, opter pour une radicalisation, sans attendre d'y être obligé par la venue intempestive d'un parti comme l'ADQ.

Fondamentalement, si on aspire à un changement de société dans la direction de la solidarité, il n'existe qu'une seule voie, et elle passe par un profond changement de mentalité. Mais à entendre les médecins du Québec, relayés par les principaux médias, hurler au loup pour un vice de forme, on est en droit de douter de notre bonne volonté.

Le bonheur, c'est pas gagné.

* * *

Juste pour le plaisir:

«Ça a eu le même effet que l'ouverture du premier Mc Do il y a dix ans», dixit Luc Plamandon, à propos de la première du spectacle «Notre dame de Paris» à Moscou. On aurait pas dit mieux.

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
QUARTIER LIBRE

DIRECTRICE
Aurore Lehmann
aurorelehmann@hotmail.com

CHEFS DE PUPITRE
CAMPUS: Tristan Péloquin
tristan.peloquin@umontreal.ca
SOCIÉTÉ / MONDE: Mikaëlle Monfort
monfortmikaelle@hotmail.com
CULTURE: Emmanuella Saint-Denis
wonderfulartemisia@hotmail.com

DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE
Dominic Gauthier
gauthdom@hotmail.com

PHOTOGRAPHES
Shany Bélanger, Clarisse Serignat

COLLABORATEURS
Samuel Auger, Alexandre Benoit, Carl Bergeron, Stéphanie Bourgault, Atriane Desrochers, Geneviève Dorais, Mia Homsy, Mario Turmel, Patrick Verret

CORRECTEURS
Serge Bergeron, Denis Desjardins

INFOGRAPHIE
© Zirval Design & Imprimerie
(514) 525-3781

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)

IMPRESSION
Imprimerie Alex

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

Le *Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993.

Bimensuel, le *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. **Nos bureaux sont situés au:** 2350, Édouard-Montpetit, Résidences de l'UdeM (Local 5115) C.P. 6128, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 3J7

Tél.: (514) 343-7630
Téléc.: (514) 343-7744

Site Web: www.ql.umontreal.ca
Courriel: quartierlibre@hotmail.com

Le *Quartier Libre* est membre de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ)

Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416

Tout texte publié dans le *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
Mercredi 9 octobre 2002

PROCHAINE TOMBÉE
Jeudi 3 octobre 2002

SPORTS UNIVERSITAIRES

Une deuxième saison prise par les cornes

C'est reparti en grand pour les Carabins de l'Université de Montréal. C'était cette fois-ci au tour des équipes masculine et féminine de soccer de l'UdeM d'amorcer leur deuxième saison, dont le premier match s'est déroulé le vendredi 13 septembre au Cepsum devant une foule de plus de 1000 personnes. Après trois victoires, deux matchs nuls et une défaite lors des parties hors-concours, l'équipe masculine des Carabins a débuté l'année avec une victoire de 3 à 1 contre les Stingers de Concordia.

Stéphanie BOURGAULT

Cette première victoire est un signe encourageant, si l'on considère que la dernière saison s'est soldée par un bilan de huit défaites, trois matchs nuls et une seule victoire, placant les Carabins au sixième rang des sept équipes de la ligue interuniversitaire.

Aujourd'hui, on se dit plus prêts que jamais chez les hommes en blanc et on nous promet un très bon spectacle. Pour l'entraîneur-chef Pat Raimondo, qui a remporté le championnat de la Fédération québécoise du sport étudiant (FQSE) en 1996, alors qu'il était à la tête des Redmen de l'Université McGill, cette nouvelle saison au sein des Carabins s'annonce des plus chaudes. Catapulté en 2001 à la tête d'une équipe naissante, l'entraîneur-chef assure avoir beaucoup appris au cours de l'année et demie qui vient de s'écouler.

«C'est maintenant le temps ou jamais pour les Carabins de se faire une place de choix dans la ligue universitaire. Il y a une grande complicité au sein du peloton et plusieurs joueurs ont fait preuve d'un leadership exemplaire», assure-t-il. Il ajoute que la relation qu'il entretient avec les joueurs est pour lui une nouveauté. *«Cette relation se poursuit même à l'extérieur du terrain, chose que je n'ai pas nécessairement vécue avec les Redmen de l'Université McGill. La mentalité des joueurs de l'UdeM est très différente»*.

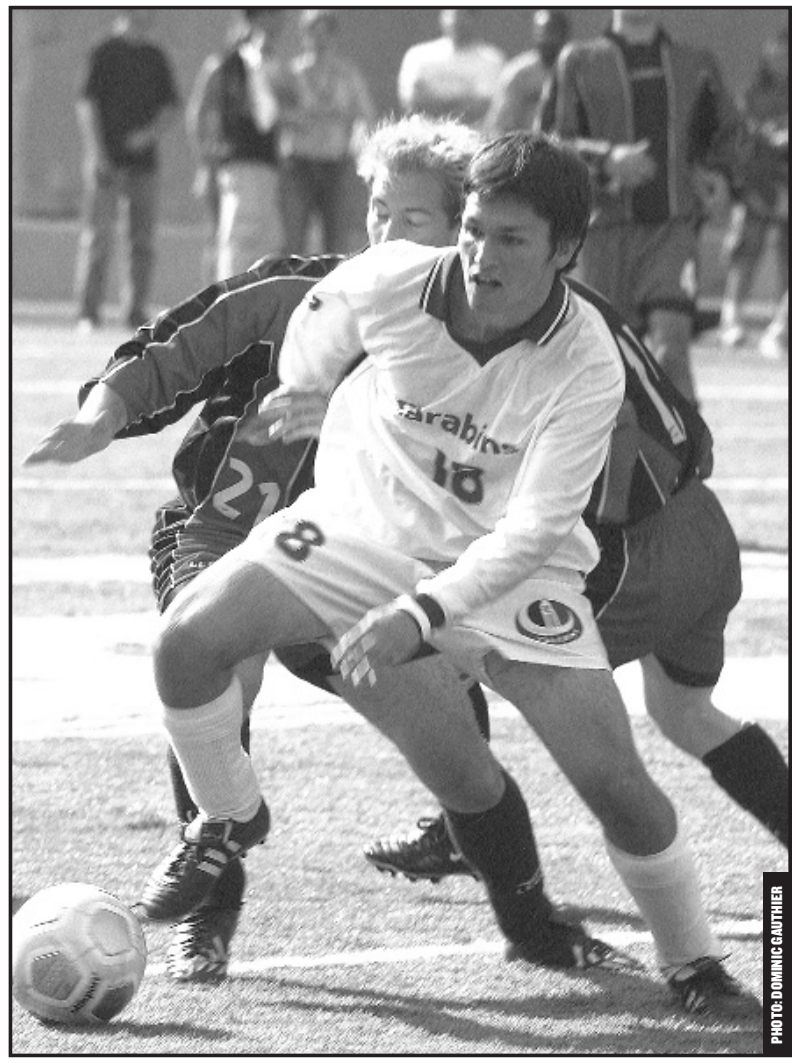


PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

Cette année, aucune erreur tactique ne sera tolérée au sein de l'équipe. Pat Raimondo compte demeurer très exigeant envers les joueurs. *«Le succès des Carabins ne tardera pas à venir et toute l'équipe compte bien participer au championnat canadien qui se déroulera l'an prochain.»*

Malgré la victoire de 3 à 1 contre les Stingers, Pat Raimondo reste réaliste en vue des autres matchs. Il reste tout de même encore 10 rencontres à disputer avant de se réjouir…

ANNONCE SPÉCIALE

Attention: Étudiants étrangers

FAITES APPLICATION POUR DEVENIR UN RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN DÈS AUJOURD'HUI!

Êtes-vous ici avec un permis de séjour pour étudiant?
Voulez-vous transformer votre status à celui de Résident Permanent canadien?
Quelle que soit votre situation, nos professionels en Immigration peuvent vous aider!

Appelez aujourd'hui pour une consultation GRATUITE et CONFIDENTIELLE.

514-733-2552

Résidence permanente - Parrainage - Investisseurs - Citoyennaté - Permis de travail
Permis de séjour étudiants / visiteurs - Aides familiaux résidents - Réfugiés

CONSEIL D'IMMIGRATION CANADIEN
400, rue Saint-Jacques Ouest, Bureau 300, Montréal (Québec) H2Y 1S1
www.immigrationcouncil.com

FOOTBALL

Dégelée mémorable

Dans un match qui s'est soldé par un verdict ressemblant davantage à celui d'une partie de basketball, l'équipe de football de l'UdeM a subi une dégelée mémorable de 63-0 contre le Rouge et Or de l'Université Laval, le 21 septembre au CEPSUM.

On peut toutefois se réjouir. Tous les analystes s'entendent pour dire que le premier quart du match était le meilleur de l'histoire de la jeune équipe... c'est déjà ça de gagné!

T.P.

Manif anti-Netanyahu à Concordia

Cessez-le-feu... jusqu'en décembre

Il aura fallu une confrontation entre les étudiants juifs et palestiniens de Concordia pour provoquer un premier débat entre les deux groupes, le 12 septembre. Le premier... et le dernier?

Alexandre BENOIT

En réponse aux événements violents qui ont entouré la visite de l'ex-premier minstre israélien Benjamin Netanyahu à l'Université Concordia, l'administration de l'établissement universitaire impose jusqu'en décembre un moratoire sur tout kiosque ou manifestation d'étudiants liés au conflit israélo-palestinien. Ces mesures s'appliquent non seulement aux étudiants israéliens et palestiniens, mais à toute association désireuse de promouvoir toute idée ou toute culture au campus du centre-ville.

Le moratoire interdit, à l'entrée et à la mezzanine du Pavillon Henry Hall de Concordia, l'affichage et la distribution de tracts ainsi que la tenue de conférences à connotation politique, idéologique ou culturelle. *«Il s'agit d'une mesure temporaire visant à ramener la paix dans ce qui est le pavillon de Concordia où il y a le plus d'activités»*, commente Dennis Murphy, directeur des communications de l'université.

«Une mesure qui est applicable à une ou deux associations doit être applicable à toutes», poursuit M. Murphy. Le directeur des communications de Concordia envisage à moyen et long termes une solution semblable à celle appliquée à l'Université McGill, où les locaux du pavillon William Shatner sont dédiés exclusivement aux activités des associations étudiantes.

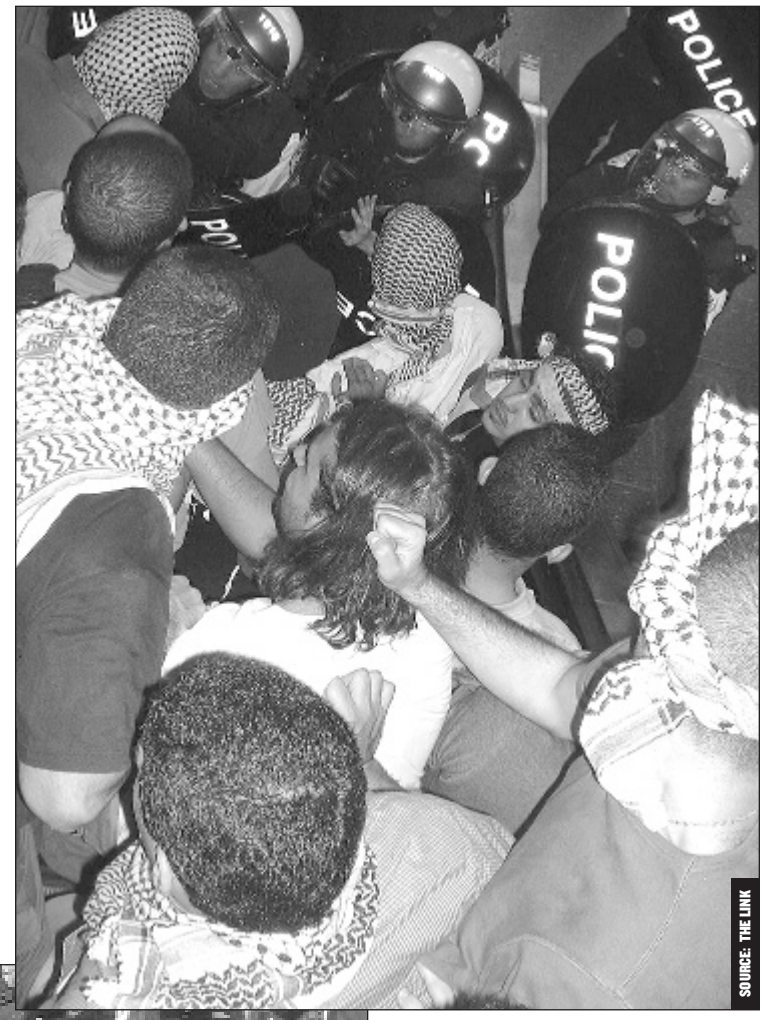
L'UNION DES ÉTUDIANTS DE CONCORDIA FURIEUSE

Pour sa part, la Concordia Student Union (CSU) exprime son insatisfaction face à ces mesures. *«Nous sommes inquiets non seulement parce que les solutions imposées ne corrigent pas les problèmes liés à la sécurité, mais surtout parce que ces solutions imposées par le conseil d'administration de l'université s'appliquent à tout le monde et sont sans appel»*, clame Sabine Friesinger, présidente de la CSU.

L'Union étudiante mentionne que les mesures prescrites par l'administration ne règlent pas les deux principaux problèmes mis en évidence lors des manifestations violentes du 12 septembre. *«D'une part, nous avons deux étudiants de notre association* (dont le vice-président de la CSU, Aaron Mate, un étudiant juif qui milite en faveur des Palestiniens) *qui ont été arrêtés lors de la manifestation. Nous sommes prêts à les appuyer financièrement dans le cas de poursuites judiciaires. Mais nous devons encore sensibiliser l'administration aux nombreux cas de discrimination, dont sont victimes les étudiants musulmans dans les salles de classe»*, poursuit Sabine Friesinger. La CSU a d'ailleurs noté une hausse de 50 à 60 % des plaintes liées à ces cas de discrimination depuis un an sur le campus de Concordia.

LES ASSOCIATIONS JUIVES ET PALESTINIENNES PARTAGÉES

La Solidarity for Palestinian Human Rights (SPHR), une association qui représente 1 200 étudiants sur le campus, est déçue par les mesures prises par l'administration. *«C'est comme une censure»*, clame Ahmed Ghandour, étudiant en génie électrique et membre du SPHR. *«Le kiosque que nous tenions jusqu'au moratoire visait, bien sûr, à défendre les idées que nous mettons de l'avant. Mais les initiatives de notre groupe visent à défendre les droits humains en Palestine. Tous les dons que nous recevions à ce kiosque allaient directement à l'ONG Medical Aid for Palestine œuvrant en ce sens.»*

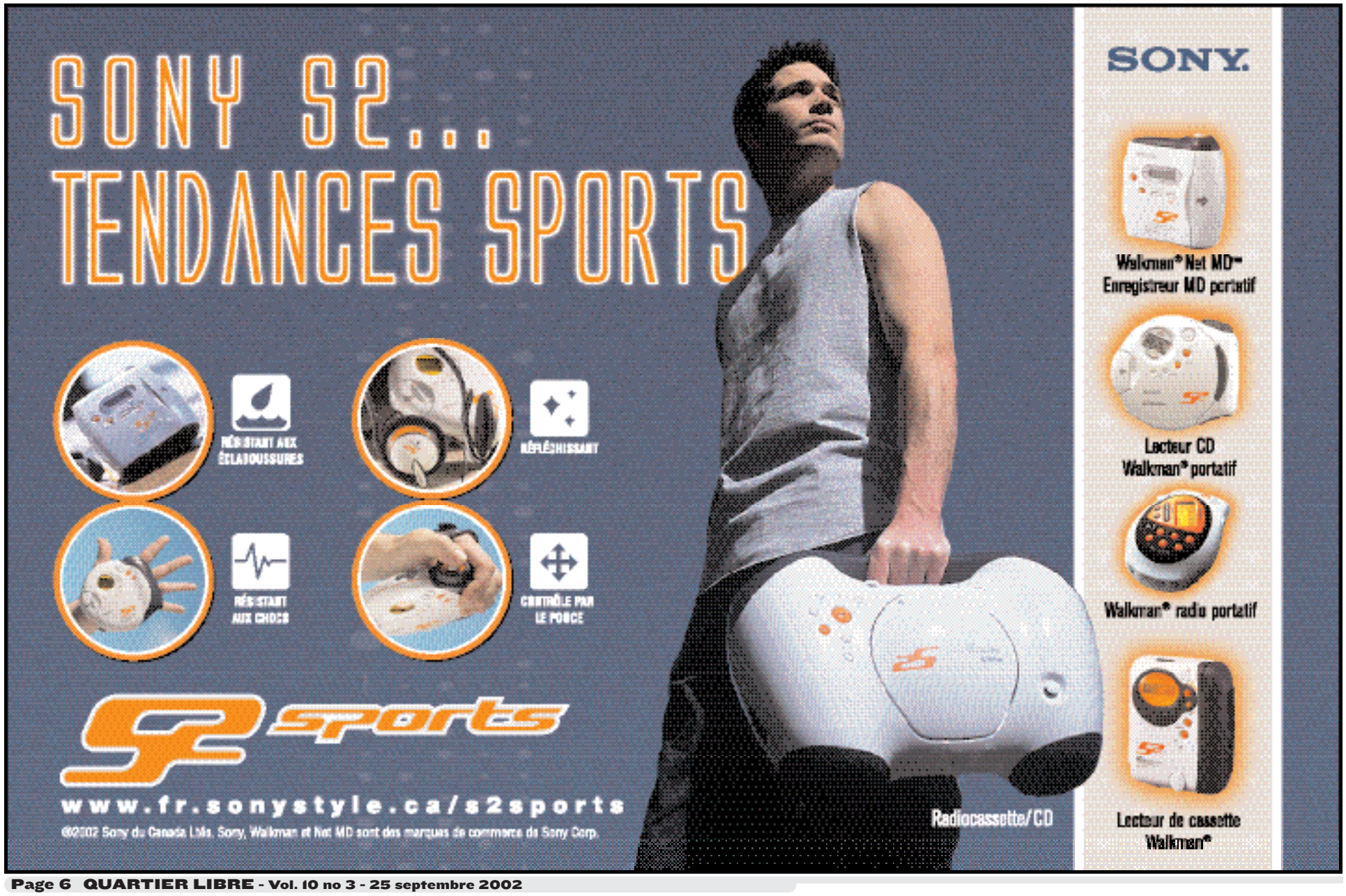


SOURCE: THE LINK

SOURCE: THE LINK

L'association étudiante juive Hillel, initiatrice de la venue de Benjamin Netanyahu à Concordia, se dit cependant satisfaite du moratoire. *«Chaque individu a droit à son opinion, mais notre organisation croit qu'un pavillon incluant des salles de classe ne doit pas servir à accueillir de tels kiosques*, mentionne Gabriel Assouline, porte-parole francophone d'Hillel à Concordia. *Nous croyons que la venue de Netanyahu s'inscrivait dans cette ligne de pensée. Puisque la SPHR ne veut pas dialoguer avec nous et défend ses points de vue régulièrement sur le campus, nous nous devions de répliquer à notre façon pour mettre de l'avant nos idées»*, conclut Gabriel Assouline.

«La tenue de kiosques comme ceux-là est essentielle pour nous, estime pour sa part Teny Sarkissian, vice-présidente de l'Association des étudiants arméniens de Concordia. *Si on concentrait les activités de nos associations dans un pavillon étudiant comme l'édifice Shatner à McGill, je ne suis pas sûre que notre association et les autres auraient le même succès qu'elles ont eu jusqu'à maintenant.»*


SONY S2...
TENDANCES SPORTS
RÉSISTANT AUX ÉCLABOUSSURES
RÉFLÉCHISSANT
RÉSISTANT AUX CHOCS
CONTRÔLE PAR LE POUCE
S2 sports
www.fr.sonystyle.ca/s2sports
©2002 Sony du Canada Ltée. Sony, Walkman et Net MD sont des marques de commerce de Sony Corp.
SONY
Walkman® Net MD™
Enregistreur MD portatif
Lecteur CD
Walkman® portatif
Walkman® radio portatif
Radiocassette/CD
Lecteur de cassette
Walkman®

FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS

Changements à l'horizon?

Avez-vous déjà imaginé un système universitaire québécois où un étudiant ne serait plus obligé de payer de frais de scolarité à chacune de ses sessions ? Non seulement la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) l'a imaginé, mais elle compte même proposer un nouveau modèle de financement des universités d'ici quelques mois.

Ariane DESROCHERS

La FEUQ se basera sur ce qui se passe ailleurs dans le monde pour élaborer son nouveau plan de financement. Une étude des différents modèles en vigueur à l'étranger est présentement en cours. «*Le but est de trouver un modèle qui augmenterait l'accessibilité aux universités tout en permettant d'avoir un bon financement*», fait remarquer le président de la Fédération, Nicolas Brisson.

Une fois que la FEUQ aura arrêté son choix sur certains modèles, il reviendra aux étudiants eux-mêmes de se prononcer par voie de consultation. Celle-ci pourrait bien avoir lieu en janvier, mais jusqu'à présent, ni son contenu ni sa forme n'ont été déterminés. Nicolas Brisson ne cache pas son intention de rejoindre le plus grand nombre d'étudiants possible. «*Ainsi, notre revendication sera plus légitime !*»

La deuxième étape sera d'interpeller les chefs de partis politiques pour qu'ils s'engagent à soutenir ce nouveau modèle de financement. «*Cela sera un modèle en béton ! Il sera incontestable*», prévient Nicolas Brisson. Motivée par les élections provinciales qui se préparent, de même que par la volonté de changement qui se manifeste au sein de la population, la FEUQ entend «*faire ce qu'elle n'a jamais fait pour avoir ce qu'elle n'a jamais eu*».

LE PLUS GROS PROBLÈME AVEC LE MODÈLE AUSTRALIEN EST QUE LES ÉTUDIANTS LES PLUS DÉFAVORISÉS N'AIMENT PAS PAYER DES DETTES, SACHANT QU'IL NE LEUR SERA PAS FACILE DE LES REMBOURSER

L'IMPÔT POST-UNIVERSITAIRE

L'étude des modèles de financement des universités étrangères étant quasi achevée, le président de la Fédération se permet d'en dévoiler quelques-uns qui lui semblent particulièrement intéressants. Il mentionne d'abord celui de la gratuité scolaire. «*Nous avons pris grand soin de trouver des modèles ayant une bonne qualité de formation comme en Allemagne et aux Pays-Bas*», précise-t-il.

Le modèle australien a également été scruté à la loupe à cause de la possibilité pour les étudiants de ne payer qu'une fois leurs études terminées. Nicolas Brisson le décrit comme «*un impôt post-universitaire variant entre 3 % et 6 % qui offre toutefois une réduction de 25 % à ceux qui décident de payer leurs frais à l'entrée*».

Ce n'est pas la première fois que l'impôt post-universitaire fait l'objet de discussions au Québec. En 1993-1994, juste avant qu'ait lieu le gel des frais de scolarité, bon nombre d'organisations étudiantes réclamaient déjà l'application de ce système de financement.

UNE MESURE DISSUASIVE

Le programme d'impôt post-universitaire porte le nom de HECS au pays des kangourous (HECS pour High Education Contribution Scheme, qui signifie Régime de contribution aux études supérieures).

Joint par téléphone, le président de l'Association étudiante de l'Université d'Australie Ouest, Ryan Batchelor, affirme toutefois que ce système n'a pas que des avantages. «*Le plus gros problème avec les HECS, c'est que les étudiants provenant de milieux socio économiques plus défavorisés ne sont pas chauds à l'idée de contracter des dettes, sachant qu'il ne leur sera pas facile de les rembourser. Une telle perspective constitue donc pour eux une mesure dissuasive.*»

Ryan Batchelor ajoute que le seuil de revenu à partir duquel un diplômé doit commencer à payer son dû est de 23 000 $ AUS, «*ce qui est bien plus bas que le salaire annuel moyen*». D'après lui, un finissant est obligé de rembourser des frais, même s'il ne gagne pas assez d'argent pour subvenir à ses besoins.

Le montant de HECS à payer n'est pas fixe. Il varie selon la profession du diplômé, fait savoir le président de l'association étudiante. Par exemple, un médecin qui gagne plus doit également payer plus. « *Il s'agit d'un bon concept, tout comme le fait de ne pas avoir à payer à l'entrée*», admet Ryan Batchelor, qui trouve d'ailleurs intéressant que le paiement post-universitaire ne soit qu'une contribution et non des frais servant à payer les cours. Il termine en mentionnant que plutôt que d'être calculé à partir de taux d'intérêts commerciaux, le montant à rembourser augmente seulement avec l'inflation.

Brèves campus

L'accessibilité à l'université : le prix à payer

D'après *The Ryersonian*, Université Ryerson (CUP) – Un rapport publié récemment par la Fondation canadienne des bourses du millénaire montre des résultats inquiétants sur l'accessibilité aux études au Canada. L'étude montre, d'une part, que l'endettement moyen des étudiants canadiens, qui était de 6 400 $ en 1982, est passé à 21 200 $ en 2001.

La publication relate également une hausse significative du nombre d'étudiants ayant recours à des prêts bancaires pour financer leurs études. En 1995, environ 3 % des étudiants se dirigeaient vers leur banque pour payer leurs frais de scolarité. En 2001, la proportion de ces étudiants avait grimpé à 20 %.

Cent étudiants internationaux forcés de quitter leur université

(D'après CUP) – Plus de cent étudiants internationaux de l'Université Simon Fraser de Vancouver ont dû quitter leur classes prématurément, la semaine dernière. L'application plus stricte de la nouvelle loi fédérale sur l'immigration, en vigueur depuis le 28 juin, prescrit qu'un étudiant détenteur d'une permission d'étudier ayant dépassé la date d'échéance se son visa peut demander un renouvellement dans les 90 jours suivant cette date. Dans le cas contraire, il peut être forcé de quitter ses cours.

D'après le délégué aux dossiers étudiants à la Fédération Canadienne des étudiants (CFS), Clement Apaak, lui-même diplômé de Simon Fraser, « *une bonne partie de ces étudiants étaient en troisième ou quatrième année de leur baccalauréat* ».

ÉTHIQUE ET FINANCEMENT UNIVERSITAIRE

Pas de fumée sans feu

Voilà que les universités canadiennes, ces hauts lieux du Savoir et de la Connaissance, censées être la chasse-gardée de l'indépendance intellectuelle, sont montrées du doigt par les militants anti-tabac. Un rapport fumant de l'Unité de recherche sur le tabac de l'Ontario dresse le portrait d'une situation inquiétante.

Tristan PÉLOQUIN

Aucune université canadienne n'a de politique en ce qui a trait aux dons et aux subventions provenant de l'industrie du tabac, indique l'étude rendue publique à l'occasion de la première conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac, tenue à Montréal à la mi-septembre.

Les statistiques recueillies sont tout simplement troublantes. Entre 1996 et 1999, le quart des facultés de médecine canadiennes, dont certaines québécoises, ont reçu des subventions totalisant 920 000 $ provenant de l'industrie du tabac. Tous département confondus, ce sont 11 % des universités canadiennes qui ont reçu des subventions de l'industrie du tabac. En moyenne, ces montants atteignent 115 000 $ et ont permis de financer au moins 13 projets de recherche.

L'étude dévoile également que 39 % des universités canadiennes ont reçu des dons totalisant 1,5 millions, parmi lesquels ont compte un don record de plus d'un demi-million. Ces dons sont également plus fréquents dans les grandes universités dotées de programmes de formation en santé. Ils sont principalement destinés aux bourses d'étude pour les étudiants, aux chaires de recherche et au budget général de fonctionnement des universités.

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

EN 1999, PRÈS D'UNE UNIVERSITÉ CANADIENNE SUR CINQ DÉTENAIT DES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE DU TABAC, DONT LA VALEUR POUVAIT ALLER JUSQU'À 14 MILLIONS.

PORTEFEUILLE FINANCIER IMPORTANT

Au chapitre de l'investissement, une seule université canadienne a adopté une politique qui lui interdit d'investir dans l'industrie du tabac. L'étude révèle que 19 % de universités canadiennes détenaient des actions ou des obligations de l'industrie du tabac en 1999. La valeur de ces investissement oscille entre 235 000 $ et près de 14 millions, pour un investissement moyen de quatre millions.

Les dirigeants de l'industrie du tabac ont aussi les pieds dans plusieurs universités du pays, démontre l'étude. Pas moins de 26 cadres d'entreprises du tabac se sont retrouvés à des fonctions de direction dans les universités canadiennes au cours des six dernières années, dont 14 dans les universités mêmes, six dans les hôpitaux universitaires et six à la tête d'organismes de financement.

«Les relations entre l'industrie du tabac et les universités du Canada sont bien réelles même si elles ne sont pas nombreuses», conclut l'étude. *«On ne sait rien de l'impact de ces relations avec les plus grandes institutions, surtout quand elle forment des professionnels de la santé»*, ajoute le Dr Fernand Turcotte, co-auteur de l'étude et professeur à la faculté de médecine de l'Université Laval, lors du dévoilement de l'enquête.

LE GOUVERNEMENT N'A QU'UN POUVOIR MORAL

Se disant préoccupé par les résultats pour le moins troublants de cette étude, le ministre québécois de l'Éducation, Sylvain Simard, n'entend pas pour autant forcer les universités à adopter des règles d'éthique plus sévères sur les liens qu'elles peuvent entretenir avec l'industrie du tabac. *«Que certaines universités québécoises reçoivent de l'argent d'un secteur qui va à l'encontre des objectifs universitaires, je crois que ça devrait les pousser à améliorer leur règles de fonctionnement,* a-t-il cependant indiqué au *Quartier Libre,* lors d'un récent passage à l'UdeM. *La preuve est faite qu'il y a place à l'amélioration. Mais les universités sont autonomes et en tant que ministre de l'Éducation, je ne peux que leur demander de resserrer leurs règles d'éthique.»*

Jusqu'à preuve du contraire, les étudiants de l'Université de Montréal peuvent cependant se rassurer. Son recteur, Robert Lacroix, assure que l'UdeM a adopté de nouvelles règles en la matière peu avant le lancement de l'actuelle campagne de financement. *«En tant que grande université qui fait de la recherche et de la formation en santé, nous avons jugé qu'il n'était pas normal que nous acceptions des dons provenant de l'industrie du tabac. Nous avons donc décidé que nous ne solliciterions pas et n'accepterions plus de dons ou de subventions provenant de ce secteur. Toutes les sommes que nous recevons à l'heure actuelle passent devant un comité qui en étudie la provenance. En toute bonne foi, je peux assurer qu'il n'y a pas de tels investissement qui sont faits à l'UdeM.»*

Toutefois, lors de la précédente campagne de financement, l'UdeM avait accepté des dons du holding Imasco, propriétaire jusqu'en avril 1999 d'Imperial Tobacco, Shoppers Drug Mart et Canada Trust. *«Bien que le holding n'existe plus, la pérennité des dons est allée à Imperial Tobacco et il se peut qu'il y ait toujours des paiements qui continuent à rentrer. Mais si c'est le cas, ce sont de maigres sommes et elles sont directement redistribuées dans notre fonds de financement. Imperial Tobacco ne pourrait pas imposer certaines exigences quant au droit de publication ou entraver la liberté académique des enseignants*, assure-t-il. *Si l'UdeM a accepté ces dons dans les années 1990, c'est parce que c'était à ce moment-là la norme dans les universités canadiennes et américaines. Les mentalités ont évolué et maintenant, nous ne le faisons tout simplement plus.»*

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

JAM TAM-TAM ET BOUFFE BIO! UNE TRENTAINE D'ÉTUDIANTS DE L'UDEM SE SONT RÉUNIS SUR LA PLACE LAURENTIENNE, LE 12 SEPTEMBRE, QUESTION DE FAIRE UN PETIT RETOUR AUX SOURCES. L'ÉVÉNEMENT ÉTAIT ORGANISÉ PAR LA COALITION INTERDÉPARTEMENTALE DES ÉTUDIANTS LIBRES (CIEL), UN MOUVEMENT UNIVERSITAIRE CRÉÉ L'ANNÉE DERNIÈRE EN RÉPONSE AU MANQUE DE MORDANT DE LA FAECUM SUR CERTAINS DOSSIERS SOCIAUX.

Le chemin le plus court...

Face aux développements de la mondialisation et à la montée des mouvements de droite, la gauche québécoise trouve enfin le temps de s'interroger sérieusement sur son avenir en privilégiant la concertation. Il était temps.

Aurore LEHMANN

À quelques mois des prochaines élections, la gauche québécoise sort de son mutisme. Réunis sous la bannière de la chaire d'études socio-économiques de l'UQAM (seule en son genre au Québec), les principaux groupes de pression, mouvements sociaux, communautaires et politiques de gauche (les Verts, l'UFP) de la province ont consacré deux journées à la concertation. L'objectif commun: unir les forces de gauche autour d'une réflexion approfondie sur les enjeux des prochains scrutins et plus largement sur la mise en place d'un lien structurel entre les actions de chacun. Le débat, marqué par un échange autour des différentes problématiques rencontrées par les militants, s'est rapidement centré sur quelques questions récurrentes. En premier lieu: «La gauche, oui. Mais laquelle?» Comme le souligne Françoise David, ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec et aujourd'hui à la tête de l'organisme Au bas de l'échelle, le choix se pose entre le «chacun pour soi» ou la solidarité. Visiblement d'accord sur ce point, les forces de gauche s'entendent pour adopter une ligne politique en rupture avec la «frilosité» des partis traditionnels.

Acculée au pied du mur par la montée en force de l'ADQ, la gauche ressent l'urgence d'une refonte tant sur le plan organisationnel que sur le plan des idées. L'électrochoc Mario Dumont et la crise de confiance envers les partis traditionnels obligent les mouvements sociaux à trouver un terrain d'entente susceptible de renflouer les rangs des partis de gauche avant le prochain scrutin. Le but étant, dans un premier temps, de faire obstacle à la ligne dure de la droite et, dans un deuxième temps, de proposer une alternative aux politiques néolibérales axée sur le social et viable à long terme. Sur ce point, on s'interroge encore sur un potentiel soutien direct des mouvements sociaux à l'UFP, ainsi que sur la ligne à adopter sur la question de la souveraineté. Lucides, les militants constatent le manque d'implication des immigrants dans les mouvements sociaux et remettent en question leurs propres pratiques qui ne tiennent pas assez compte des idées des arrivants. Reste à trouver comment allier la cause souverainiste aux revendications sociales des uns et des autres…

À la recherche de nouvelles solutions, la gauche tire les leçons de sa propre histoire et s'ouvre donc aux expertises étrangères. On prend exemple sur le Brésil et l'arrivée en force du Parti des travailleurs (PT), issu directement des mouvements sociaux. Un modèle de réussite selon Caio Galvãno de Franca, coordonnateur du secrétariat national de la Centrale unique des travailleurs, venu spécialement pour témoigner de l'expérience brésilienne. On s'intéresse aussi à la situation en Europe, où 13 pays sur 15 au sein de l'Union ont vu un retour en force de la droite au pouvoir. L'échec de la démocratie sociale en France, en Allemagne, en Italie ou encore en Espagne fait dangereusement écho au désengagement de la gauche traditionnelle au Québec (Parti québécois), responsable selon les parties présentes de la récente montée de l'ADQ. Même constat du côté du Canada anglais, où les déboires du NPD au profit du Reform Party (devenu l'Alliance canadienne) depuis les accords de Charlottetown renforcent l'inquiétude.

Palpable, le désir de retourner à une politique plus offensive, marquée par un véritable souci de questions sociales, laisse aussi ressentir de façon très claire un sentiment d'urgence. Trente ans après les premières tentatives de ralliement des forces de gauche (un échec dû à une incapacité de dialogue entre les différentes mouvances, selon Jean-Marc Piotte, professeur de sciences politiques à l'UQAM), les militants n'ont maintenant d'autre choix que de mettre de côté les vieilles querelles. Seule issue possible pour contrer l'«Action Démagogique du Québec».

PHOTOS: DOMINIC GAUTHIER

Le Brésil à l'avant-garde

Réussite en matière de liens entre les mouvements sociaux et l'action politique, le Brésil pourrait servir d'exemple aux forces de gauche québécoises... et mondiales. Rencontre avec Caio Galvão de Franca, militant du Parti des Travailleurs (PT) et coordonnateur du Secrétariat national de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT).

Propos recueillis par Frédéric Legendr

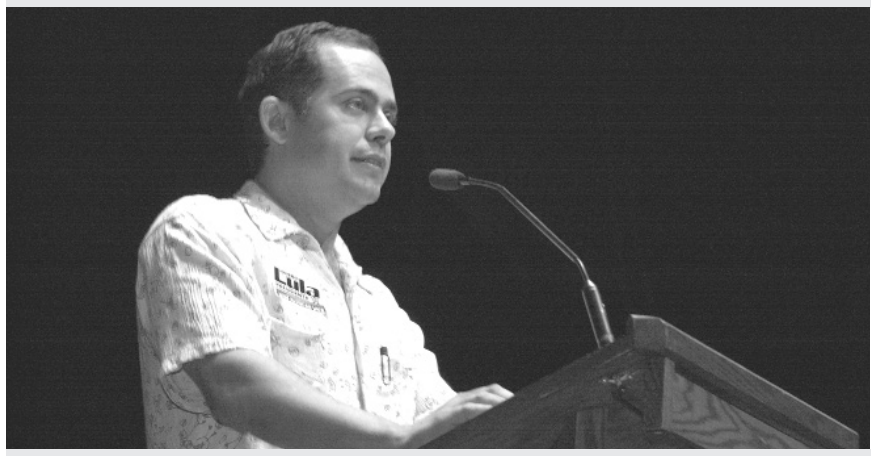
Quartier Libre: Qu'est-ce qui, selon vous, fait la particularité du PT?

Caio Galvão de Franca: Dans l'histoire politique brésilienne, le PT représente la volonté de faire de la politique d'une façon différente. D'une part, il représente la nécessité d'avoir un parti organisé qui discute des interventions de ses militants dans les mouvements sociaux et, en même temps, c'est un parti qui ne répète pas les erreurs des autres partis qui étaient très dirigistes. Le but est que le PT soit un lieu d'expression politique et idéologique mais avec une démarcation du programme. Au cours des années, le PT a réussi à maintenir l'insertion dans les mouvements sociaux et une participation de plus en plus grande dans les espaces institutionnels. Ça, je pense que c'est la particularité du PT.

Q.L.: On parle beaucoup de l'implication des mouvements sociaux et des ONG dans le PT, comment se vit cette implication de façon quotidienne?

C.G.F.: Nous vivons aujourd'hui une ouverture plus grande pour que les mouvements sociaux, les ONG et d'autres organisations travaillent sur les politiques sociales. Cela amène des contradictions car, dans certains cas, les ONG et les mouvements sociaux deviennent des exécutants des politiques lorsqu'ils sont engagés par l'État. Dans l'administration gouvernée par le PT, en alliance avec d'autres secteurs, nous avons déjà eu à faire face à des occupations de régions urbaines, à des grèves de fonctionnaires, nous avons eu des divergences claires sur des priorités politiques. La présence du PT dans un gouvernement démocratique populaire ne garantit pas que tous les problèmes sociaux seront réglés, mais elle apporte des conditions pour que soient mises en pratique des politiques efficaces. Face aux conflits qui s'établissent entre les mouvements sociaux, les mouvements syndicaux et le gouvernement, la priorité est de trouver un règlement à ces conflits.

Q.L.: On parle beaucoup de cette façon de faire différente du PT, mais les conditions imposées au Brésil par le FMI ne limitent-elles pas les possibilités de réforme pour un nouveau gouvernement?



«LE PT A RÉUSSI À MAINTENIR L'INSERTION DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX»

C.G.F.: La priorité du gouvernement est de récupérer la capacité qu'a l'État brésilien de formuler de façon souveraine ses politiques économiques, et cela implique des conflits avec le système financier international, avec le FMI. Le point de vue du PT, à la base, n'a absolument pas changé face aux conditions posées par le FMI. Par contre, nous favorisons un débat pour corriger la situation de crise et les expériences qui ont mal tourné, comme en Argentine. Le débat sera donc de déterminer la stratégie pour s'attaquer à la dette interne et à la dette externe. Dans le cas de la dette interne, ce que l'on est en train de proposer dans la campagne est un effort politique et de mobilisation sociale afin d'en renégocier les délais. Au cours de cette dernière crise, les titres brésiliens étaient vendus sur le marché avec une durée de trois mois, de six mois et cela exerce une pression énorme sur les taux d'intérêt.

Q.L.: En terminant, croyez-vous qu'une victoire de Lula (candidat pour le PT aux prochaines élections présidentielles) pourrait instaurer un changement qui sera un exemple pour le reste du monde?

C.G.F.: La lutte de la classe ouvrière est comprise dans l'engagement des mouvements sociaux. Une nouvelle phase de cette lutte commencerait avec une victoire de Lula, ce ne serait pas la victoire finale.

À l'Ouest, du nouveau!

Judy Rebick est cofondatrice de la Nouvelle Initiative Politique (NIP). Elle met en garde le Québec en se basant sur l'exemple du NPD, en chute libre depuis les accords de Charlottetown.

Aurore LEHMANN

Le Québec ferait bien de s'inspirer de l'histoire politique de ses voisins directs. C'est en somme le message envoyé par Judy Rebick, journaliste au *Globe and Mail*, membre du conseil d'administration. d'Alternatives et cofondatrice de la Nouvelle Initiative Politique, un rassemblement constitué pour la moitié de membres du NPD et pour l'autre moitié de militants de gauche, la plupart investis dans les mouvements sociaux. Nouvellement apparu sur la scène politique, le NIP fait écho au désengagement progressif du NPD, responsable selon elle de la montée de l'Alliance. *«Le NPD soutenait Mulroney à Charlottetown, alors qu'une grande partie des gens de gauche étaient contre. Le Reform Party (ancienne Alliance) s'est positionné contre. Cette position du NPD lui a valu de perdre à la fois son image de parti d'opposition pour devenir un parti de l'establishment, et aussi son électorat au profit de la droite.»*

Impliquée directement dans la politique fédérale à l'époque, au début des années 1990, Judy Rebick a été témoin de l'arrivée en force du Reform Party. *«Ce parti vient de l'Alberta, la partie du Canada la plus proche des États-Unis en terme de mentalités. Il a ensuite gagné la Colombie-Britannique en prenant le vote des travailleurs qui votaient pour le NPD avant Charlottetown. On assiste aujourd'hui à la même déviance, au Québec comme ailleurs. Si la gauche ne remplit pas son mandat, oublie ses promesses, elle ouvre la porte aux fondamentalismes et au néolibéralisme.»* Pour Judy Rebick, le vote à droite doit être considéré comme un vote de protestation contre les partis traditionnels. *«Voter à droite quand on a toujours eu des idées de gauche peut paraître contradictoire, mais les gens ne voient que la nouveauté. Le NPD, une fois au pouvoir, n'a rien fait pour améliorer la situation de ceux qui avaient déjà souffert de la politique des conservateurs. Ils ont plié sous la pression des compagnies d'assurance privées par exemple. On retrouve la même problématique ici!»*

Lucide, Judy Rebick porte un regard critique sur l'attitude des mouvements sociaux. *«Le Québec reproduit l'erreur commise face au NPD. Les groupes sociaux arrêtent de faire pression aussitôt la gauche au pouvoir. Résultat: on s'est retrouvé en Colombie-Britannique avec un gouvernement de gauche qui privilégie les privatisations!»* Elle déplore tout autant le manque de liens entre les mouvements sociaux et les partis politiques. *«On constate une montée du radicalisme chez les jeunes. Les mouvements sociaux sont de plus en plus forts, mais ça n'a aucun impact sur le monde politique. On a assisté à la plus gigantesque manifestation jamais vue en Ontario. Deux cent mille personnes sont descendues dans la rue, une coalition entre les mouvements communautaires et syndicaux. Ça n'a eu aucun résultat! Si notre seule stratégie est la protestation, nous ne changerons pas le pouvoir! Les mouvements sociaux doivent appuyer un parti en s'y impliquant pleinement. Ce qui ne veut pas dire être soumis!»*

Basé sur ce constat et sur le désir d'impliquer la jeunesse, *hostile aux pratiques politiques traditionnelles,* le NIP se compose de personnes de tous âges, impliquées dans les mouvements sociaux ou au sein du NPD. S'inspirant de l'exemple du Brésil, le parti prend ses racines dans les mouvements sociaux et applique le principe de la démocratie participative.

DE GAUCHE À DROITE: CHRISTOPHE AGUITON, CAIO GALVAO DE FRANCA, JUDY REBICK

FRANÇOISE DAVID

TRENTE ANS APRÈS LES PREMIÈRES TENTATIVES DE RALLIEMENT DES FORCES DE GAUCHE (UN ÉCHEC DÛ À UNE INCAPACITÉ DE DIALOGUE ENTRE LES DIFFÉRENTES MOUVANCES, SELON JEAN-MARC PIOTTE, PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES À L'UQAM), LES MILITANTS N'ONT MAINTENANT D'AUTRE CHOIX QUE DE METTRE DE CÔTÉ LES VIEILLES QUERELLES

JEAN-MARC PIOTTE

À la recherche d'une pensée idéologique de gauche

Valérie BESSON

Pour le responsable des relations internationales du mouvement Attac France, Christophe Aguiton, *«il n'y a présentement aucune stratégie dans les mouvements de gauche au niveau international»*. Et d'ajouter non sans ironie qu'*«il n'y en a pas non plus du côté des mouvements néolibéraux»*. Pour faire suite à l'intervention d'Amir Khadir, candidat aux dernières élections pour le Bloc québécois dans la circonscription d'Outremont, il nuancera son propos, précisant que *«la pensée capitaliste fait bel et bien face à un vide et que, dans une période de vide, on applique les politiques passées, soit les stratégies des dirigeants des années 1980, de l'école de Chicago, cristallisées dans le consensus de Washington»*.

Il suffit pour s'en persuader d'observer la cascade de crises économiques qui a déferlé de l'Indonésie jusqu'à l'Amérique du Sud. Il explique que cet affaiblissement de la pensée de la gauche n'est pas dû à la montée du capitalisme, comme on pourrait le croire, mais bien à une réaction à l'effondrement des régimes socialistes et communistes, dans les années 1980.

Toutefois, pour ce militant acharné, nous sommes actuellement dans un cycle de mobilisation qui, commencé à Seattle en 1999, semble atteindre aujourd'hui sa période de maturité. L'ampleur du mouvement de la jeunesse s'apparente de plus en plus à celui des années 1960, à la différence près qu'auparavant *«on luttait chez nous pour des causes du tiers-monde, de l'Afrique du Sud, du Nicaragua, du Viêt-nam, alors que maintenant on lutte ensemble pour des causes communes»*.

Cependant, ce regroupement des mouvements de revendications aussi variés que nombreux, réunissant sous le même parapluie Greenpeace, Friends of the Earth, et Attac, n'est pas sans présenter de danger. *«Pour lutter ensemble, il a fallu fonctionner par la méthode du consensus; une structure plus horizontale et moins hiérarchique mais où les groupes ont dû sacrifier leur spécificité sur l'autel de lutte antimondialisation, entraînant un appauvrissement idéologique»*, explique le représentant d'Attac.

Toujours selon Christophe Aguiton, si les mouvements de revendications présents à Seattle doutaient eux-mêmes de leur propre capacité à rester unis, ils sont pourtant, trois ans plus tard et malgré quelques *«engueulades»*, toujours solidaires et ont toujours un agenda commun.

IMMIGRANT, SOUVERAINETÉ, GAUCHE, L'ÉQUATION À RÉSOUDRE

Au cours du colloque se sont tenus des ateliers, dont un, animé par Amir Khadir et Afifa Maaninou, commissaire scolaire dans l'arrondissement Côte-des-Neiges, avait pour sujet l'engagement des immigrants dans la vie politique du Québec. Les participants se sont demandé si une plate-forme de gauche incluant le projet de souveraineté tout en tenant compte des préoccupations des immigrants était viable.

Actuellement, les nouveaux arrivants sont tout au plus perçus comme des *«immigrants de service»*. La société fait rarement appel à leur réelle expertise. Afifa Maaninou précise à ce sujet que les Québécois devraient aussi s'inspirer des pratiques de revendications utilisées dans les pays d'origine des immigrants: *«il devrait y avoir un échange entre les nouveaux arrivants et les Québécois, pas seulement au niveau de l'art culinaire, mais aussi sur la façon de faire de la politique, ils ont certainement des idées à nous apporter»*.

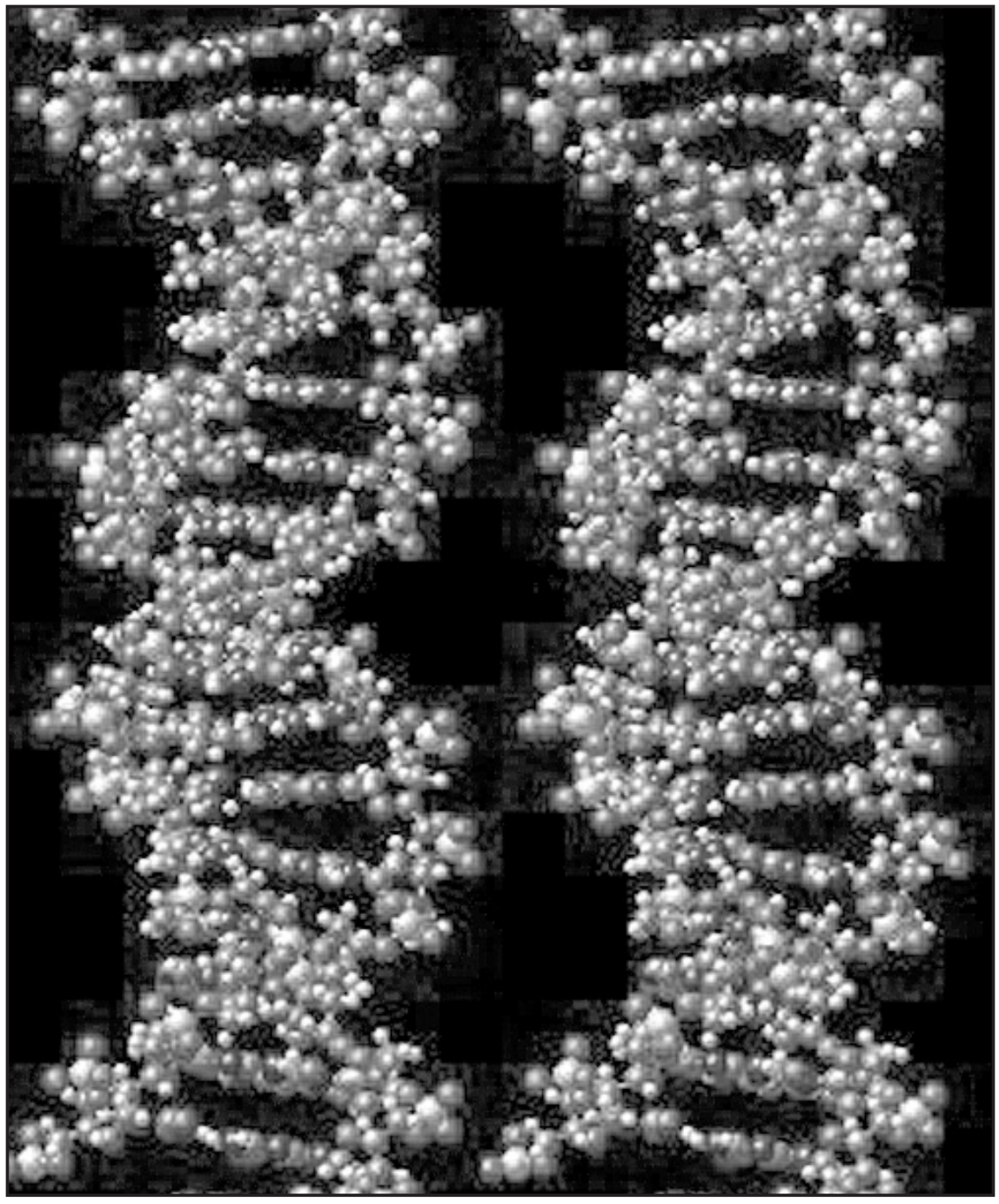
Gènes confidentiels

Dans quelques années, des chercheurs se présenteront à la Régie d'assurance maladie du Québec, afin de recruter des centaines de milliers de participants pour des études génétiques à grande échelle. Notre société sera-t-elle prête à confier autant d'informations personnelles à des chercheurs ?

Samuel AUGER

Bienvenue dans le monde de la recherche génétique à grande échelle! La caractérisation et la description de populations par leur patrimoine génétique est un projet qui se concrétisera dans les prochaines années. Une telle entreprise nécessitera la collecte d'une énorme quantité d'informations auprès de participants qui seront de simples citoyens, de toutes conditions, malades ou non. Elle impliquera également la création de banques de données immenses contenant l'information la plus précieuse et personnelle qui soit : l'ADN.

C'est dans une optique d'exploration des enjeux relatifs à ce type de recherche, que s'est tenu à Montréal le troisième Congrès international sur l'échantillonnage d'ADN, du 5 au 8 septembre dernier. L'événement réunissait près de 225 spécialistes de 15 pays, provenant de domaines aussi variés que la génétique, la démographie, le droit et l'histoire.



ÉVITER LA STIGMATISATION D'UNE POPULATION PAR SON PATRIMOINE GÉNÉTIQUE

ÉVITER LE BIO-PIRATAGE

Certains intervenants ont fait valoir que l'information contenue dans l'ADN humain ne doit pas être accessible à n'importe qui. En effet, un assureur détenant de telles informations pourrait aisément discriminer certaines personnes. De plus, des études de population peuvent révéler des faits médicaux troublants chez un groupe bien précis. La stigmatisation d'une population par son patrimoine génétique est une éventualité que tous veulent éviter. Laisserait-on des assureurs développer une politique spécifique à l'égard des Québécois de la région Saguenay-Lac-Saint-Jean susceptibles de déclarer certaines maladies génétiques?

L'accès et la conservation de l'information sont en question. Une étude à grande échelle regroupant des centaines de milliers de personnes génère une quantité colossale d'informations. Selon Claude Laberge, généticien au CHUL, il faut garantir la sécurité permanente des données. Il évoque le cas d'un chercheur qui perdrait sa subvention ou d'une compagnie privée qui ferait faillite. Il faudrait alors s'assurer que les données soient détruites ou utilisées dans le respect des individus.

«Des recherches scientifiques d'une telle envergure ne sont pas encore entamées au Québec, mais elles sont déjà en cours dans plusieurs pays», ajoute Claude Laberge. *«La Grande-Bretagne entame un processus d'étude de 500 000 personnes âgées de 45 à 75 ans. Ce pays a procédé à de nombreuses consultations auprès du public avant de se lancer dans l'aventure.»*

La Chine, en revanche, aurait prélevé des centaines de milliers d'échantillons de patients sans obtenir leur consentement explicite et certaines recherches américaines se contentent toujours d'une simple approbation par Internet. Ailleurs dans le monde, des communautés isolées se disent méprisées par des chercheurs qui auraient prélevé des échantillons d'ADN sans consultation ou discussion quelconque. Dans ces conditions, une forme de bio-piratage semble possible.

UNE PROPOSITION ÉTHIQUE POUR MIEUX SE PRÉPARER

À l'occasion du Congrès de Montréal, les chercheurs du Réseau de médecine génétique appliquée (RMGA), dirigé par Claude Laberge, ont présenté une proposition éthique. Ce texte, rédigé par les juristes du Centre de recherche en droit public de l'UdeM (CRDP), a été adopté à l'unanimité par le RMGA.

Il s'agit d'une déclaration de principes qui encadre les chercheurs d'un point de vue éthique et qui propose des moyens pour contrôler l'accès aux informations génétiques confidentielles. On y mentionne la consultation, le respect de l'individu, la sécurité et d'autres aspects qui visent à considérer un participant comme un véritable partenaire et non comme un cobaye de laboratoire. Mais cette proposition ne s'applique qu'aux membres du RMGA et pas aux compagnies ou aux chercheurs non affiliés… Toutefois, pour Mylène Deschênes et Geneviève Cardinal, deux juristes du CRDP de l'UdeM, une proposition éthique, même s'il ne s'agit pas d'une loi, peut servir de référence internationale. Selon Claude Laberge, la proposition adoptée par le RMGA pourrait vraisemblablement devenir un outil autorisant ou non l'accès sélectif à une banque de participants de la RAMQ. En outre, le RMGA préconise l'instauration d'un comité éthique indépendant pour le Québec.

ALCOOLÉMIE

La pilule qui dégrise?

Avis aux bons vivants: un nouveau supplément alimentaire, le Notox , propose de vous libérer des effets indésirables d'une consommation d'alcool excessive. Au diable lendemains de veilles et cirrhoses du foie? Cela reste encore à démontrer.

Geneviève DORAIS

Notox se propose de vous protéger des effets nocifs générés par l'alcool dans votre organisme. Se présentant sous forme de petites capsules qui agissent par paire, il aurait selon Notox Canada Inc., son distributeur québécois, une action de *«catalyseur synergique»* et réduirait le niveau d'alcool dans le sang. Il reconstituerait les facultés motrices altérées par l'alcool et protègerait le cerveau, le foie et l'estomac des effets préjudiciables de l'alcool. Enfin, il stimulerait le métabolisme des glucides dans le foie.

LE GINSENG ET L'ÉCORCE D'ORANGE CONTRE L'ALCOOL

La principale composante de Notox, le ginseng, est reconnue dans la médecine naturelle asiatique depuis des milliers d'années. On attribue à cette racine de multiples vertus curatives. Réjean Daigneault, biochimiste de l'UdeM et spécialiste de la médecine chinoise, confirme que le ginseng est réputé accélérer l'élimination de l'alcool dans le sang. À cet égard, il cite une étude parue en 1987 dans la revue américaine *Clinical and Experimental Pharmacology and Physiology*. Toutefois, il souligne que l'efficacité d'un produit à base de ginseng est conditionnelle à la concentration en principes actifs contenus dans la poudre de ginseng utilisée. En l'occurrence, il lui est impossible de se prononcer sur l'efficacité éventuelle du Notox sans disposer de cette information essentielle.

Le chimiste et pharmacien Patrice Hildgen, professeur à l'UdeM, admet que l'écorce d'orange, l'autre composant du produit, *«contient un certain nombre de substances actives à propriétés intéressantes»*.

Le Notox a été enregistré à la FDA (Food and Drug Administration) dans la catégorie alimentaire en tant que «supplément d'herbe alimentaire» et non comme un médicament. Aucune notice décrivant les effets attendus de la substance ne figurera sur l'emballage du produit. Patrice Hildgen estime que le procédé visant à enregistrer un produit comme un supplément alimentaire plutôt que comme un médicament *« peut souvent être utilisé comme un truc pour échapper à la législation curative très rigoureuse, nécessitant entre autres une série d'études cliniques extrêmement dispendieuses »*. Santé Canada, qui reconnaît toutefois la validation de la FDA, a accordé son laissez-passer au produit.

IMPOSSIBLE DE SE PRONONCER SUR L'EFFICACITÉ DU NOTOX SANS CONNAÎTRE SA CONCENTRATION EN PRINCIPES ACTIFS

À LA CONQUÊTE DE LA PLANÈTE ET … DU CAMPUS DE L'UdeM

Selon Bruno Royer, président de Notox Canada Inc., l'entreprise Imperial Gold Hong Kong Inc. se trouve à la base de tout le processus. Elle contrôle l'institut de recherche où le professeur Chen, de l'Université de Shenyang en Chine, a concentré ses activités sur le ginseng. La North West Marketing Co. Inc. se charge de la production en Californie, ainsi que de la distribution au Canada via la Notox Canada Inc. Bruno Royer, désire pénétrer d'abord calmement le marché par le biais de la vente directe (Notox Canada Inc. se trouve présentement en processus d'inscription à la DSA-Direct Selling Association), pour ensuite entreprendre une expansion vers les marchés européens puis états-uniens.

En attendant la réalisation de ces grands projets, M.Royer se dit prêt à engager la première phase de la stratégie commerciale qui consiste à introduire le Notox sur le campus de l'Université de Montréal. Patrice Hildgen invite toutefois les futurs consommateurs à continuer de laisser leurs clés de voiture à des amis sobres après une soirée arrosée !

Vous les avez toutes essayées !!!
Sauf UNE
Les cartes prépayées VOX les plus fiables sur le marché !!!
VOX International II $10 • PLUS MÊMES DE CONNEXION
Sans on rates, sans on quality
Plus d'économies, plus de qualité
OBTENEZ UNE PRIME DE 10% en bénéficiant de plus amples détails !
VOX Global II $10 • SANS FRAIS DE CONNEXION
Plus d'économies, plus de qualité !!!

DESTINATION	INTERNATIONAL II TAM	INTERNATIONAL II 55	INTERNATIONAL II Prime	INTERNATIONAL II 105	INTERNATIONAL II Prime	GLOBAL II TAM	GLOBAL II 55	GLOBAL II Prime	GLOBAL II 105	GLOBAL II Prime
CANADA	1¢	252	334	773	864	2¢	161	177	344	379
ÉTATS-UNIS	1¢	250	286	614	751	2¢	161	177	344	379
ALBANIE	12¢	22	25	64	72	26¢	21	24	48	52
ALGÉRIE	16¢	17	21	66	76	22¢	20	22	44	48
ALLEMAGNE	1¢	175	300	447	500	4¢	94	103	204	224
ARABIE SAOUDITE	22¢	10	12	34	38	39¢	11	12	25	28
ARGENTINE	8¢	37	43	98	110	16¢	28	30	61	67
ARMÉNIE	18¢	14	17	42	47	26¢	16	18	37	40
AUSTRALIE	2¢	140	160	370	412	4¢	94	103	204	224
AUTRICHE	2¢	140	160	370	413	4¢	94	103	204	224
BARBADE	17¢	10	15	40	45	32¢	11	13	26	28
BELGIQUE	2¢	140	160	370	413	4¢	94	103	204	224
BOSNIE-HERZÉGOVINE	16¢	16	19	48	54	26¢	15	17	34	37
BRÉSIL	10¢	27	31	80	90	20¢	21	24	48	52
BULGARIE	15¢	21	24	61	69	33¢	19	20	41	46
BURKINA FASO	18¢	8	9	26	30	45¢	10	11	22	24
CHILI	2¢	100	117	286	321	7¢	58	63	126	139
CHINE	3¢	58	66	111	125	14¢	31	34	68	74
CORÉE DU SUD	3¢	94	106	250	279	7¢	60	66	131	144
DANEMARK	9¢	106	131	283	317	7¢	64	70	140	154
ÉGYPTE	34¢	7	9	23	26	43¢	10	11	22	25
EL SALVADOR	11¢	24	28	70	79	20¢	21	24	48	52
ÉMIRATS ARABES UNIS	12¢	17	21	58	65	25¢	17	19	38	42
ÉQUATEUR	20¢	13	15	40	45	32¢	14	15	31	34
ESPAGNE	2¢	140	160	370	413	4¢	94	103	204	224
FINLANDE	3¢	87	100	230	257	8¢	53	58	116	127
FRANCE	1¢	175	300	447	500	3¢	119	130	256	282
GRÈCE	3¢	59	71	192	218	13¢	34	38	76	83
HAÏTI	18¢	9	12	37	42	31¢	12	13	26	29
HONDURAS	42¢	4	5	16	18	51¢	7	8	16	17
HONG KONG	3¢	85	95	218	243	7¢	62	68	136	150
HONGRIE	9¢	34	39	100	112	16¢	28	30	61	67
INDONÉSIE	13¢	20	23	58	66	22¢	20	22	44	48
IRAN	26¢	6	7	24	27	52¢	8	9	19	21
IRAQ	58¢	3	5	12	15	85¢	5	5	11	13
IRLANDE	2¢	140	160	370	415	4¢	94	103	204	224
ISRAËL	2¢	100	120	326	370	8¢	51	56	112	123
ITALIE	2¢	120	140	348	391	4¢	94	103	204	224
JAPON	3¢	56	108	250	279	8¢	56	61	123	135
KENYA	28¢	8	10	28	32	43¢	10	11	22	25
KOWEÏT	10¢	31	35	82	92	19¢	23	25	51	56
LIBAN	10¢	22	26	72	81	24¢	18	20	41	45
LUXEMBOURG	9¢	106	131	283	317	16¢	45	49	99	108
MALAISIE	5¢	62	71	166	186	16¢	45	49	99	108
MAROC	16¢	13	18	44	50	38¢	13	15	30	33
MARTINIQUE	12¢	31	34	63	69	33¢	20	23	44	49
MEXIQUE	5¢	51	59	148	166	13¢	34	37	74	82
MONACO	7¢	43	50	116	130	15¢	39	43	85	94
NOUVELLE-ZÉLANDE	5¢	58	66	154	172	8¢	53	58	116	127
NICARAGUA	27¢	8	9	27	30	43¢	10	11	22	25
NIGÉRIA	35¢	5	6	19	22	59¢	7	8	16	18
NORVÈGE	2¢	125	143	327	365	8¢	53	58	116	127
PAKISTAN	35¢	4	5	17	20	64¢	7	7	15	17
PAYS-BAS	2¢	140	160	370	413	4¢	94	103	204	224
PÉROU	12¢	21	24	62	69	32¢	20	22	44	49
POLOGNE	4¢	47	56	153	173	13¢	34	38	76	83
PORTUGAL	3¢	81	94	235	263	8¢	53	58	117	129
PUERTO RICO	2¢	120	140	348	391	8¢	56	61	123	135
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	3¢	67	81	220	250	12¢	35	39	77	85
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	7¢	38	48	114	128	18¢	31	34	68	74
ROUMANIE	16¢	16	18	47	53	30¢	14	16	32	35
ROYAUME-UNI	1¢	234	267	607	679	3¢	138	152	303	333
RUSSIE	11¢	25	33	77	86	17¢	25	28	56	61
SUÈDE	2¢	140	160	370	413	4¢	94	103	204	224
SUISSE	2¢	140	160	370	413	4¢	94	103	204	224
TAÏWAN	4¢	57	67	166	187	18¢	42	47	93	102
TUNISIE	18¢	12	14	39	45	32¢	14	15	30	34
TURQUIE	15¢	17	20	50	57	26¢	16	18	37	40
UKRAINE	19¢	22	28	72	82	35¢	17	19	39	43
VENEZUELA	28¢	13	15	38	43	32¢	14	15	31	34
YOUGOSLAVIE	14¢	16	18	52	59	26¢	16	18	37	40

• CONNEXION SUPÉRIEURE GARANTIE
• ACCÈS 800 SANS FRAIS
• LES MÊMES TARIFS 24 HEURES PAR JOUR, 7 JOURS PAR SEMAINE
Pour détails complets et informations précises , veuillez consulter les affiches à votre dépanneur de quartier le plus près.

Parrain de 271 groupes artistiques

Renseignements sur les subventions : 1 800 398-1141

La douleur de Jénine

Jean Papacotsia est médecin urgentologue à l'hôpital du Sacré-Cœur à Montréal. En avril dernier, il a participé en Palestine à une mission humanitaire organisée conjointement par Médecins du monde Montréal et l'Aide médicale pour la Palestine. Le 18 avril 2002, son équipe médicale a été la première à entrer dans Jénine après trois semaines de bouclage et de combats imposés par l'armée israélienne. Témoignage.

Propos recueillis par Mikaëlle MONFORT en collaboration avec CISM

Quartier Libre : Le 29 mars dernier, à la suite d'un attentat-suicide qui avait fait 29 morts à Netanya (Israël), Tsahal, l'armée israélienne, a lancé l'opération «Mur de protection ». Cette opération s'est notamment traduite par le bouclage total de la ville palestinienne de Jénine durant trois semaines, des destructions massives infligées à la ville et d'importantes violations au droit international humanitaire attestées par un rapport de l'ONU. Qu'avez-vous constaté lors de votre entrée dans la ville ?

Jean Papacotsia : Notre équipe, composée de quatre personnes de Médecins du monde et de l'Aide médicale pour la Palestine, a été la première à pouvoir entrer dans Jénine, le jour de la levée du siège. Mais plusieurs journalistes s'étaient déjà infiltrés illégalement dans la ville les jours précédents. Ils ont pu témoigner, en partie, de ce qui s'est déroulé durant le siège. Pour notre part, nous nous sommes rendus immédiatement dans la partie de la ville qui avait été fortement affectée par les destructions massives infligées par Tsahal. Il faisait très beau ce jour-là, mais la ville était totalement déserte, abandonnée à la désolation. Nous avons vu des maisons totalement détruites et d'autres dont les murs avaient été troués au bazooka par l'armée israélienne. C'est par ce moyen que les soldats israéliens progressaient dans la ville, en passant de maison en maison sans emprunter les rues.

Q.L. : Avez-vous également constaté la destruction d'infrastructures ou de matériel de soins ?

J.P. : Un des volets de notre mission consistait à prodiguer des soins ambulanciers préhospitaliers en collaboration avec le Croissant rouge palestinien. Nous avons donc pu constater que 80 % de la flotte d'ambulances de Jénine avait été détruits lors de l'opération israélienne. Il est clair que Tsahal avait pris les ambulances pour cible. L'hôpital de Jénine qui se trouve à proximité du camp palestinien avait subi des dommages. Mais, au-delà des dommages matériels, j'ai pu constater quotidiennement que la libre circulation des patients vers les lieux de soins était entravée. Ce déni de l'accès aux soins est une violation particulièrement grave au droit international humanitaire !

Q.L. : Au-delà des soins ambulanciers, quels étaient les autres volets de votre action sur place ?

J.P. : Dès le lendemain de notre arrivée, nous nous sommes déployés dans Jénine avec des tables de fortune et nous avons commencé à dispenser des soins de façon indépendante. La population qui nous disait qu'elle n'avait pas pu voir de médecin pendant trois semaines ou un mois, venait spontanément à notre rencontre. Nous comblions un vide. Les jours suivants, nous nous sommes également rendus dans des villages voisins de Jénine. Par la suite, nous sommes intervenus en assistance auprès des médecins palestiniens de l'hôpital gouvernemental de la ville de Jénine. Nous pensions trouver les médecins palestiniens en état de «*burn-out* » après trois semaines de siège, mais je dois dire que j'ai été impressionné par leur force physique et mentale. Ils continuaient, malgré tout, à travailler très fort.

Q.L. : Quelles ont été les pathologies que vous avez eu à soigner au lendemain du siège ? Y avait-il beaucoup de blessés ?

J.P. : Durant notre mission, nous avons dispensé environ 600 consultations. Sur ce nombre, nous avons soigné une trentaine de victimes directes d'actes de guerre. Des personnes qui avaient été blessées par balles lors d'escarmouches ou d'embuscades et des personnes victimes des mines laissées dans le camp de Jénine. Mais au-delà des blessés, ce qui m'a le plus frappé, c'est l'état d'angoisse et de stress dans lequel se trouvaient tous les patients, hommes, femmes ou enfants. L'angoisse est certainement le problème de santé le plus important auquel j'ai été confronté à Jénine. À chaque consultation, les gens nous disaient à quel point ils se sentaient pris en otages et physiquement menacés. De fait, même si je suis arrivé à Jénine après la levée du siège, plusieurs incursions de Tsahal ont eu lieu durant mon séjour.

COURTOISIE: BENOÎT CHAPUT

«CÔTOYER CES CIVILS QUI DOIVENT VIVRE DANS DES CONDITIONS INHUMAINES, FAIRE FACE À UN HORIZON BOUCHÉ ET AUX MENACES DE MORT INCESSANTES, TOUT CELA M'A PROFONDÉMENT CHANGÉ. »

Q.L. : Quel type de traitement pouviez-vous proposer aux patients qui souffraient essentiellement de stress ?

J.P. : Notre mission relevant de l'urgence, ce que l'on pouvait leur offrir était assez limité. Cependant, le seul fait d'être là et de les écouter quand ils se sentent abandonnés dans leur ville ou leur village détruit, cela a déjà un effet positif.

Q.L : Vous évoquez l'état d'angoisse et de stress dans lequel vous avez trouvé la population de Jénine. L'armée israélienne estime quant à elle que 28 attentats-suicides y ont été préparés entre octobre 2001 et avril 2002. Avez-vous observé une volonté d'en découdre avec les Israéliens parmi la population palestinienne?

J.P. : J'ai été le témoin d'un grand désespoir dans la population. Un désespoir qui ne date pas de l'opération «Mur de protection » mais du début de la seconde Intifada en septembre 2002. Tsahal parle de 28 attentats, mais pour 28 terroristes, ce sont 14 000 personnes qui sont prises en otages ! J'ai rencontré une famille qui avait été confinée dans une pièce de son appartement durant le siège pendant que les militaires israéliens occupaient et saccageaient le reste du logement. J'ai également sympathisé avec un étudiant en médecine palestinien dont la femme et l'enfant vivent en Russie. Cela faisait six mois qu'il n'avait pu les voir ! Aucun civil n'est content d'être pris dans une guerre, mais bien sûr la population tend à se radicaliser dans des conditions extrêmes. On se durcit, ne serait-ce que pour se protéger !

Q.L : Les journaux relatent de plus en plus souvent des exécutions sommaires de Palestiniens, en représailles pour une collaboration supposée ou réelle avec les forces israéliennes. Avez-vous perçu des tensions au sein de la population palestinienne ?

J.P : Je n'ai pas séjourné assez longtemps en Palestine pour m'en rendre compte. Même si je n'ai aucun doute sur l'existence de telles tensions, ce dont j'ai été le témoin, c'est d'une grande unité entre tous les habitants de Jénine.

Q.L : Quel bilan pourriez-vous tirer de votre mission à Jénine ?

J.P. : À Jénine, j'ai assisté à une crise humanitaire et politique bien plus qu'à une crise médicale. Il y avait de grandes limites à ce que je pouvais apporter. Toutefois, j'espère avoir fait quelque chose de positif sur le terrain. Personnellement, côtoyer ces civils qui doivent vivre dans des conditions inhumaines, faire face à un horizon bouché et aux menaces de mort incessantes, tout cela m'a profondément changé.

Votre boutique Apple sur le campus

Venez voir le "G4" le plus économique

cMac 700

Nouveau modèle!

- PowerPC G4 700 mHz
- Écran 17" plat
- Mémoire vive 128 Mo
- Disque dur 40 Go
- Combo DVD-ROM et graveur CD-RW
- Fax modem 56 K
- Carte réseau 10/100 Mb
- nVidia GForce 2MX 32 mo
- Nouveau clavier
- Souris optique
- Mac OS X et Mac OS 9.2
- Nombreux logiciels (dont Applewords)
- Garantie 1 an pièces & MO

1627$

Modèle 800 mhz avec Superdrive: 2199$

Powermac G4 DP 867

Nouveau modèle!

- PowerPC G4 double 867 mHz avec chacun 1 mo de cache niveau 3.
- Mémoire vive 256 Mo / Max 2 Giga
- Disque dur 60 Go 7200 rpm
- Combo DVD-ROM et graveur CD-RW
- nVidia GForce 4MX 32 mo
- Fax modem 56 K
- Carte réseau 10/100/1000Mb
- Carte de son intégrée
- Mac OS X 10.2 et Mac OS 9.2

2467$

Powermac G4 867 un processeur 1897$

Université de Montréal
Micro 2200
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.micro2200.ca

INFORMATIQUE Depuis plus de 11 ans

iBook 600 1699$

Revendeur agréé
Centre de Service Autorisé

Moniteur ACL
17" à
1130$
à l'achat d'un
Powermac G4

Jusqu'au 30 septembre 2002

Les prix sont sujets à changement sans préavis. Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

Téléchargez, transférez et PARTEZ !

SONY NET MD WALKMAN

TÉLÉCHARGEZ-COPIEZ

TRANSFERT HAUTE VITESSE

ÉCOUTEZ N'IMPORTE OÙ

Transfert de musique numérique à haute vitesse ; portabilité, durabilité et sans sautillement ; enregistrement numérique clair et net… des ingéniosités incarnées dans l'enregistreur Net MD Walkman de Sony, l'ultime dispositif d'écoute.

www.sonystyle.ca/minidisc Sony, Walkman, Net MD, G-Protector et OpenMG Jukebox sont des marques de commerce de Sony Corp. *Virtuellement sans sautillement lors du "jogging" ou d'activités similaires.

ÉLECTIONS BRÉSILIENNES

Le prix de la démocratie

À l'approche de l'élection présidentielle brésilienne qui aura lieu les 6 et 27 octobre prochains, la gauche arrive clairement en tête. Les marchés financiers et le FMI se prononçant, eux, en faveur du néolibéralisme, l'affrontement est inévitable. Le Brésil risque de payer le prix fort pour sa démocratie.

Frédéric LEGENDRE

«*Dans la Rome antique, seuls les Romains votaient. Dans le système capitaliste moderne, seuls les agents financiers américains votent, les Brésiliens ne votent pas*», a confié l'investisseur américain George Soros à un journaliste de Sao Paulo. Ce «vote» se traduit pour la monnaie brésilienne, le real, par une dépréciation de 25 % par rapport au dollar US depuis le début de l'année. Une dépréciation qui fait d'autant plus mal que 40 % de la dette nationale brésilienne est libellée en dollars US. La dette brésilienne, qui représentait 55% du PIB en 2001, devrait donc atteindre une proportion de 70 % du PIB d'ici la fin de l'année. Une augmentation de la dette attribuable non pas à une mauvaise gestion financière mais à Luis Ignacio de Silva.

ON IMAGINE DIFFICILEMENT COMMENT LE FMI POURRAIT JUGER «SAINES» LES POLITIQUES BUDGÉTAIRES D'UN GOUVERNEMENT QUI S'OPPOSERAIT AU LIBÉRALISME ET QUI VOUDRAIT METTRE FIN À L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN!

LA GAUCHE MENACE

Luis Ignacio de Silva, dit Lula, ancien syndicaliste qui dirige le plus grand parti de gauche d'Amérique latine, le *Partido dos Trabalhadores* (Parti des Travailleurs, PT), dérange énormément. Un candidat à la présidence qui propose une rupture avec le néolibéralisme et l'impérialisme américain, qui ne veut pas de la ZLEA et qui souhaite une plus grande présence des syndicats et des ONG dans son pays n'a rien pour plaire à Wall Street. Si on ajoute à cela que le PT est le parti qui a reçu le Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2001 et en 2002 et que Lula est en tête des sondages avec plus de 40 % des intentions de vote, on comprend pourquoi les investisseurs sont effrayés. Lula est clair: «*L'État doit se déployer dans la santé publique, dans l'éducation, il doit accomplir une véritable réforme agraire et générer des emplois pour nos millions d'adolescents. Il nous faut aussi combattre la violence, favoriser la reprise économique et développer la politique sociale.*» Une rupture claire avec la politique du gouvernement actuel piloté par Fernando Henrique Cardoso.

Le mouvement de panique sur les marchés a vraiment débuté au printemps lorsque se sont élevées les rumeurs voulant qu'un gouvernement du PT cesserait d'honorer le paiement de la dette nationale brésilienne. Depuis, cette fausse rumeur hante Lula, même si sa position est sans équivoque: «*Le Parti des travailleurs a pris une position claire, inscrite dans son programme: nous respecterons tous les engagements du Brésil*». Par la suite, malgré la vive opposition de l'aile gauche de son parti, Lula a choisi le riche entrepreneur en textile Jose Alencar comme vice-président. Cette sélection avait pour but de rassurer les marchés financiers et de démontrer la bonne foi de Lula, mais elle n'a pas eu l'effet apaisant escompté.

Cependant, alors que l'on s'attendait à ce que Lula soit talonné par Jose Serra, économiste formé à l'université américaine de Cornell et dauphin de l'actuel président Cardoso, Jose Serra a offert une campagne en dents de scie. Le mois dernier, il concédait même la deuxième place à Ciro Gomes qui dirige l'hétéroclite Front travailliste, regroupant PPS (ex-parti communiste), PDT (gauche populiste) et PTB (droite populiste). Si Jose Serra est désormais bien en selle au deuxième rang avec environ 25% des voix, il le doit principalement au fait qu'il bénéficie d'un temps d'antenne deux fois plus grand que les autres candidats ainsi qu'à l'image de continuité qu'il projette pour les Brésiliens réticents à réformer en profondeur leur pays. Le deuxième tour des élections représentera donc pour les Brésiliens un choix tranché entre le changement et le *statu quo*.

LE FMI TIRE LES FICELLES

Constatant la victoire probable au deuxième tour des élections d'un candidat s'opposant au néolibéralisme, le FMI tente de sauver les meubles.

Craignant que le Brésil n'abandonne la lutte à l'inflation et la gestion budgétaire rigoureuse au profit de politiques sociales populistes, le FMI a imposé au gouvernement qui entrera en poste en janvier 2003 la voie à suivre en matière de gestion des finances du Brésil. En effet, le FMI a accordé, le mois dernier, un prêt record de 30 milliards de dollars US pour contrer les conséquences de la décote du Brésil sur les marchés financiers. Le hic, avec ce prêt, c'est que seulement 6 milliards seront versés cette année alors que le versement des 24 autres milliards est conditionnel à la poursuite de «saines politiques économiques» par la prochaine administration. On imagine difficilement comment le FMI pourrait juger «saines» les politiques budgétaires d'un gouvernement qui s'opposerait au libéralisme et qui voudrait mettre fin à l'impérialisme américain!

Les 6 et 27 octobre 2002, les Brésiliens pourront donc pleinement saisir le prix de la démocratie. Il est clair que l'élection d'un président de gauche, scénario le plus probable à l'heure actuelle, provoquerait une forte dépréciation du real qui risquerait d'entraîner le pays dans une crise économique. Le FMI ajoutera à cela 24 milliards de raisons (en dollars US!) pour convaincre le Brésil de ne pas effectuer de changements s'opposant au libéralisme. Si le nouveau gouvernement va tout de même de l'avant avec ses projets de réformes, il deviendra alors une épine dans le pied du colosse états-unien et là, les vraies difficultés commenceront. S'opposer au système établi n'est pas interdit, mais il faut être prêt à en payer le prix.

fredericlegendre@yahoo.ca

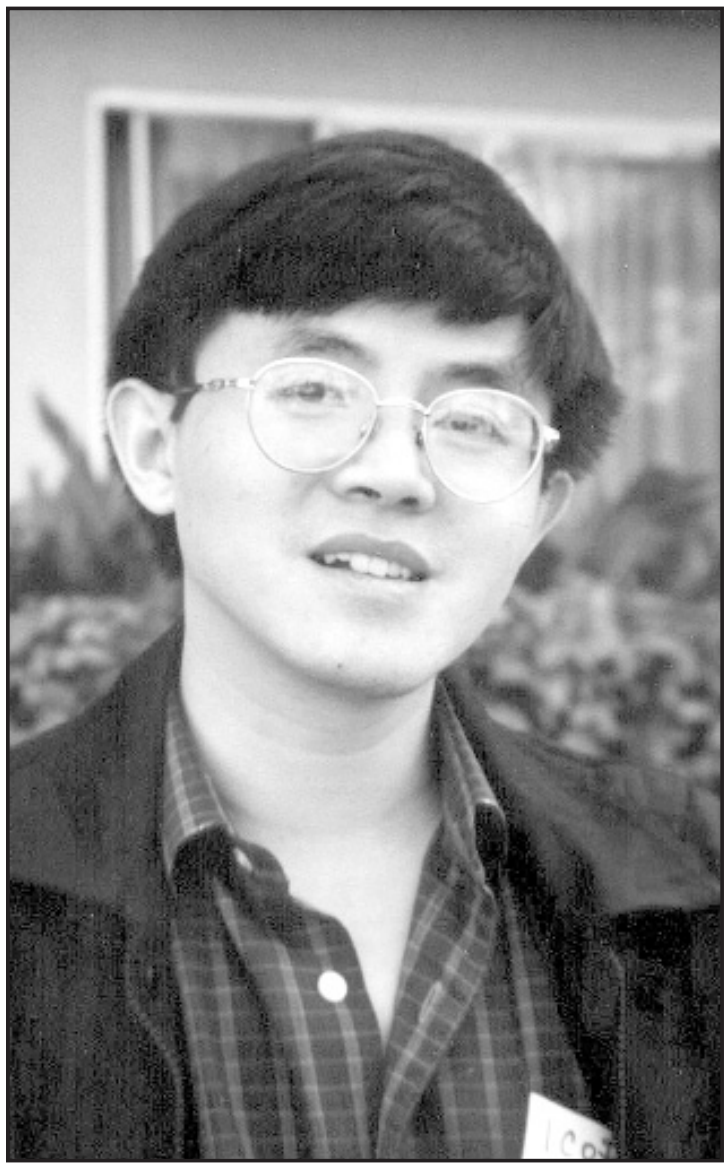
LUTTE CONTRE LE SIDA

Libération sous «confession»

Le 20 septembre dernier, après un mois de détention, les autorités chinoises ont libéré Wan Yahai, un médecin militant antisida. Elles l'accusaient d'avoir divulgué des secrets d'État. Il s'agissait en fait d'informations relatives à l'épidémie de sida qui pourrait toucher cinq millions de Chinois d'ici 2005.

Mia HOMSY et Mikaëlle MONFORT

Le 13 septembre dernier, le Dr Wan était attendu à Montréal pour y recevoir le 1er prix international de l'action contre le VIH/sida et pour les droits humains, décerné conjointement par le Réseau juridique canadien VIH/sida et Human Rights Watch. Ce jour-là, le lieu de détention du militant en Chine était encore inconnu et c'est son épouse qui avait reçu le prix au nom de son mari.



Wan Yahai était retenu prisonnier par les autorités chinoises qui l'accusent d'avoir divulgué des «secrets d'État ». En réalité, le Dr Wan a essayé de briser la conspiration du silence qui entoure l'épidémie de VIH/sida en Chine et de lutter contre les préjugés sociaux répandus à l'égard des victimes du sida et de leurs familles. À cet effet, il a mis sur pieds le AIZHI (sida) Action Project, un organisme non gouvernemental qui a pour but de renseigner la population chinoise ignorante de la situation du VIH/sida. Il a notamment créé un site Internet très consulté (www.aizhi.org). Le Dr Wan a également fondé la première ligne chinoise d'info-sida .

WAN YAHAI N'A ÉTÉ LIBÉRÉ PAR LES AUTORITÉS CHINOISES QU'EN ÉCHANGE D'UNE «CONFESSION DES SES CRIMES».

LE PRIX DU SANG

Mais les autorités chinoises reprochent surtout au Dr Wan, la publicité qu'il a faite au scandale du sang contaminé de la province du Henan. Selon des informations confirmées par le rapport d'ONUSIDA publié cet été, les autorités gouvernementales du Henan ont laissé prospérer un commerce de sang responsable de l'infection de 600 000 à un million de paysans. Les villageois du Henan recevaient 5 $ US par don de sang. Le sang prélevé était regroupé puis traité afin de séparer le plasma des globules rouges. Le plasma était vendu, mais les globules rouges étaient réinjectés aux donneurs de sang. Les villageois collaboraient à ce processus, en croyant que les injections de globules rouges les aideraient à ne pas être affaiblis. Ainsi pensaient-ils pouvoir vendre leur sang plus souvent. Cependant, du fait des réinjections, le VIH ou l'hépatite d'un seul donneur pouvait être transmis à l'ensemble d'une communauté. Pékin a interdit le commerce du sang en 1998 mais il persisterait encore de façon clandestine.

Avant d'arrêter le Dr Wan, le gouvernement chinois avait multiplié les tentatives pour freiner son action. Il semble aujourd'hui qu'il ne l'a libéré qu'en échange «d'une confession de ses crimes ». On peut toutefois penser que la mobilisation internationale autour de Wan Yahai a exercé une forte pression sur le gouvernement chinois.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Éducation pour qui?

Malgré les engagements pris par 164 pays lors du Forum sur l'éducation de Dakar (Sénégal) en avril 2000, le grand projet d'Éducation pour tous, prévoyant réduire de 50 % l'analphabétisme mondial d'ici 2015, risque de se conclure par un échec en Afrique subsaharienne. En dépit des sommes colossales promises par les pays riches, le manque criant d'enseignants dans une cinquantaine de pays de la région semble insurmontable.

Tristan PÉLOQUIN

À quelques jours de la rentrée scolaire au Burkina Faso, le premier octobre, le ministre burkinabé de l'Éducation de base et de l'Alphabétisation, Mathieu Ouédraogo, avoue son impuissance à régler le problème sur lequel il s'est acharné pendant ses vacances. Il lui manque toujours 1100 enseignants pour assurer le fonctionnement des écoles du pays.

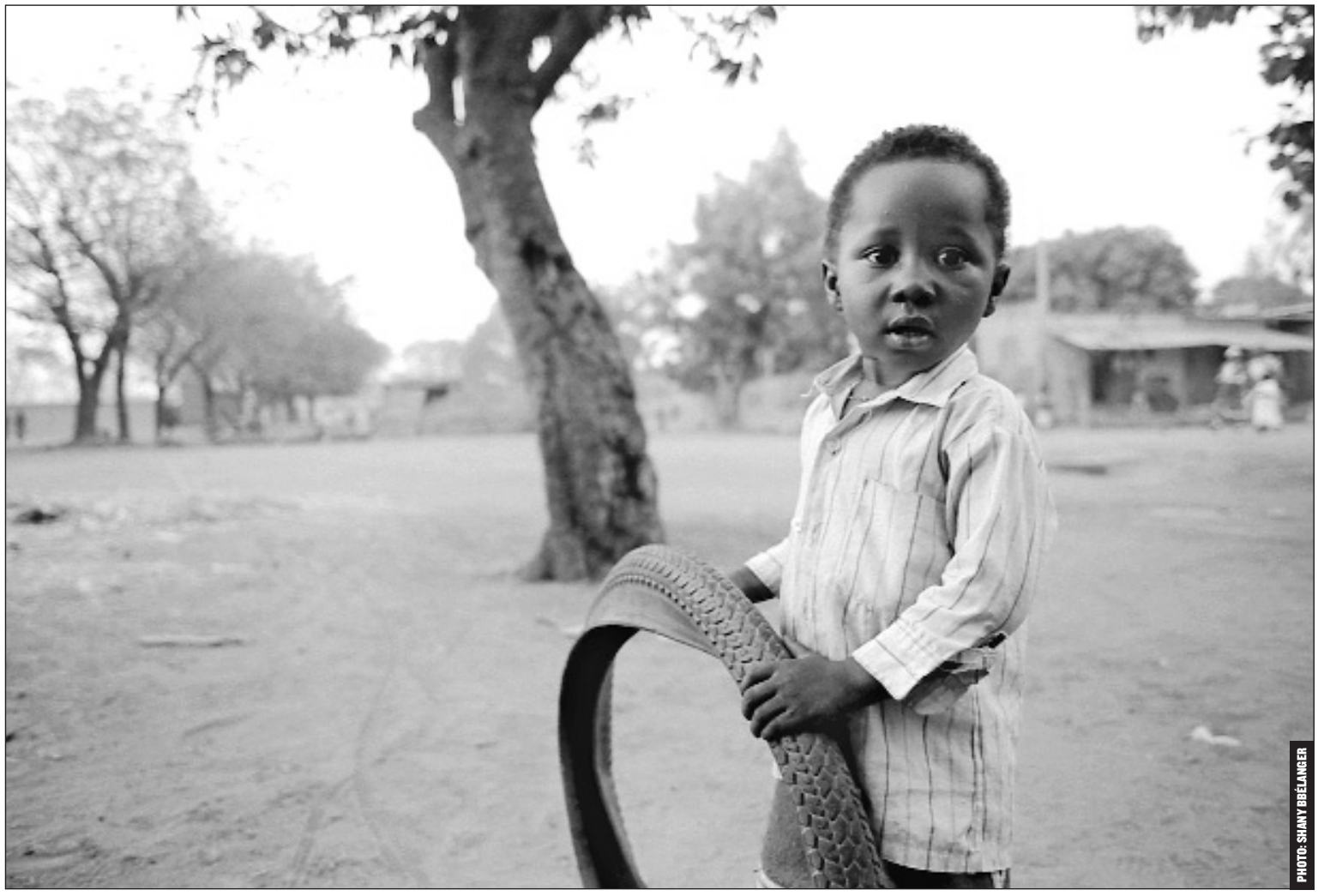
Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé. Depuis le début des années 1990, le nombre de classes multigrades a plus que doublé au Burkina Faso, mais le taux d'alphabétisation stagne à 26 %. Dans certaines régions, comme dans la province de la Gnagna, ce taux atteint guère plus de 10 %. La réalité géo-graphique du pays, très peu développé dans les régions éloignées de la capitale Ouagadougou, effraie les enseignants qui refusent de travailler loin des centres urbains.

Alarmant, le manque d'enseignants au Burkina Faso l'est certainement, mais il n'est pourtant pas unique. Malgré les efforts incessants pour recruter de nouveaux maîtres de classe, c'est par dizaines de milliers que les postes d'enseignants demeurent vacants dans toute l'Afrique subsaharienne.

Faute d'effectifs suffisants, parmi tous les pays de cette région africaine, chaque enseignant compte en moyenne 45 élèves par classe, révèle une étude menée par l'UNESCO en 2001. En Mozambique, en Ouganda, au Tchad, au Mali et au Congo, ce taux atteint même en moyenne 60 élèves par classe et par enseignant. *«Il importe de rappeler que ces moyennes nationales* […] *signifient en fait que plusieurs enseignants ont souvent à leur charge jusqu'à 100 élèves par classe»*, souligne le rapport de l'UNESCO.

Pourtant, la législation de la plupart de ces pays rend l'école obligatoire pour les enfants âgés de 7 à 12 ans et fait de l'éducation une priorité nationale. Mais il faut savoir que les promesses d'aide financière des pays riches sont assorties de clauses obligeant les pays bénéficiaires à adopter de telles lois, alors rares sont les gouvernements qui ne se conforment pas à ces standards qu'ils ne sont pourtant pas en mesure d'appliquer. Mais ces pays peuvent-ils refuser des subventions?

«Les pays d'Afrique subsaharienne ne sont pas prêts à rendre l'éducation de base obligatoire», croit Barbara MacDonald, directrice des programmes d'aide internationale à la Fédération canadienne des enseignants, qui envoie chaque année une cinquantaine d'enseignants canadiens dans cette région africaine pour donner de la formation aux enseignants locaux. *«En obligeant ces pays à répondre à des exigences qu'ils ne sont pas en mesure de respecter, les bailleurs de fonds poussent les dirigeants d'Afrique subsaharienne à créer un système d'éducation inégal et mal encadré.»*



LE 1ER OCTOBRE, LES PETITS BURKINABÉS RISQUENT DE RENTRER DANS DES ÉCOLES SANS ENSEIGNANTS.

En Guinée Bissau, par exemple, moins de 30 % des enseignants ont complété une formation en pédagogie, selon les statistiques de l'UNESCO. *«Dans certains cas, les connaissances que transmettent ces enseignants sont à peine plus grandes que celles de leurs étudiants*, commente Mme MacDonald.

Mais ces enseignants non qualifiés représentent tout de même une solution à court terme pour les administrateurs africains, qui y voient aussi une manière de réduire les coûts de leur système d'éducation. *«Les tensions entre les enseignants certifiés et les enseignants non qualifiés, nettement moins bien payés, sont cependant la cause de nombreuses démissions parmi les effectifs des pays de l'Afrique subsaharienne*, signale Gabrielle Göttelmann-Duret, chercheuse à l'Institut international de la planification de l'éducation de l'UNESCO et auteure de plusieurs ouvrages sur la gestion de l'enseignement dans les pays africains. *«Au Sénégal, par exemple, les revendications salariales des enseignants non qualifiés ont failli mener à des grèves générales à quelques reprises. Les arrêts de travail ont été évités, mais la tension est effectivement une source de désagréments qui nuit au travail de tous les enseignants, qu'ils soient qualifiés ou non.»*

LES RAVAGES DU SIDA

Malgré tous les efforts déployés par les ministères africains de l'Éducation et les subventions accordées par la Banque mondiale dans le cadre du programme d'Éducation pour tous, chaque année, un million d'élèves perdent leurs enseignants qui décèdent des suites du sida. *«Cette maladie est responsable de la disparition de 50 % des enseignants africains,* souligne Barbara MacDonald. *C'est stupéfiant, mais c'est la triste réalité dans cette région du monde!»*

Pour parvenir à surmonter la pénurie d'enseignants qualifiés, les gouvernements africains devront investir au moins 10% de leur PIB dans leur système d'éducation, estime pour sa part Mme Göttelmann-Duret. À l'heure actuelle, plus de 30 pays de l'Afrique subsaharienne dépensent moins de 5 % de leur PIB dans l'éducation. *«C'est un peu utopique de croire que ces pays sont en mesure d'investir à ce point dans leur système d'éducation»*, admet la chercheuse.

En s'engageant à faire en sorte que l'Éducation pour tous ne demeure pas qu'un vœu pieux, les pays riches s'étaient pourtant engagés à verser des milliards pour financer les systèmes d'éducation des pays pauvres. Mais l'argent sonnant et trébuchant tarde à être distribué, si bien que le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, ne cesse de multiplier les déclarations dans les médias européens et américains. *«Il nous faut cesser de décevoir l'espoir, cesser de différer l'acion»,* clame-t-il depuis le début septembre.

Si, d'ici la date butoir de 2015, le nombre d'enseignants dans les écoles d'Afrique subsaharienne n'est pas multiplié par deux, il sera impossible d'atteindre l'objectif ambitieux que se sont fixé les 164 États signataires du programme de l'Éducation pour tous, préviennent les spécialistes de l'UNESCO. *«Je ne doute pas un instant que ce défi soit possible à relever*, lance Barbara MacDonald. *À savoir s'il est probable que nous réussissions, c'est une tout autre question.»*

COLLABOREZ AU QUARTIER LIBRE!

PROCHAINES RÉUNIONS LES MERCREDIS 25 SEPTEMBRE ET 9 OCTOBRE À 17 HEURES AU LOCAL DU JOURNAL .

Protection saisonnière

Protection annuelle

67,99$
Adhésion annuelle
taxes en sus

Comme protection, le Service Routier d'Urgence de CAA-Québec défie toute compétition ! C'est un coéquipier imbattable, partout, 24 heures par jour, que vous soyez propriétaire ou non du véhicule, conducteur ou passager. Remorquage, panne sèche, crevaison, déverrouillage de portière… un seul appel et l'aide est là, au bout du fil !

AVEC CAA-QUÉBEC, PROFITEZ MIEUX DE VOS LOISIRS
Saviez-vous qu'en montrant simplement votre carte de membre, vous économisez chez une foule de partenaires ? Magasins de détail, spectacles, transporteurs, déménageurs et bien plus encore ! Et pour profiter en toute tranquillité de vos vacances et congés, utilisez les services de voyage gratuits de CAA-Québec.

DEVENEZ MEMBRE CAA-QUÉBEC ET RECEVEZ GRATUITEMENT :

Valeur de 10 $
Offre en vigueur jusqu'au 30 novembre 2002
ou jusqu'à épuisement des stocks

UNE MINI-RADIO PORTATIVE

Faites vite ! Composez sans frais le **1 877 832-6744** Mentionnez le code PUB0211

BULLETIN D'ADHÉSION

☐ OUI ! J'adhère à CAA-Québec. Je paie seulement 67,99 $ + taxes = 78,21 $ (svp, faites-moi parvenir ma mini-radio). Code de promotion : PUB0211

☐ Je désire m'inscrire au renouvellement automatique par carte de crédit et profiter d'un crédit de 5$ (taxes incluses) applicable sur mon prochain renouvellement. Mon adhésion sera renouvelée automatiquement chaque année. Je pourrai annuler cette entente en tout temps.

Signature obligatoire : _____

☐ M. ☐ Mme
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Date de naissance : _____ Langue : ☐ Français ☐ Anglais
Tél. rés. : ( ) _____ Tél. bur. : ( ) _____ poste : _____ Année du véhicule principal : _____

MODE DE PAIEMENT
Total : _____ $ ☐ Chèque à l'ordre de CAA-Québec ci-inclus ☐ Facturez-moi
Carte de crédit : ○ ○ ○ N° carte : _____ Expiration : _____ mois/année

Signature : _____

Offre valide jusqu'à épuisement de la marchandise. Prévoir 4 à 6 semaines pour la livraison de votre mini-radio. Dans le cas d'un mode de paiement par facturation, votre carte sera débitée sur réception du paiement. Consultez le Guide des services pour une description complète des services, rabais, produits, avantages et règlements relatifs à votre adhésion à CAA-Québec ou visitez le www.caaquebec.com. Formes de la mini-radio : 7 po (H x L) x 3 po (P).

POSTEZ À :
CAA-Québec – Service des adhésions
444, rue Bouvier (Québec)
G2J 1E3
TÉLÉPHONE : 1 877 832-6744
TÉLÉCOPIEUR : 1 888 848 5751

Vous cherchez un emploi stimulant et des défis d'envergure ?

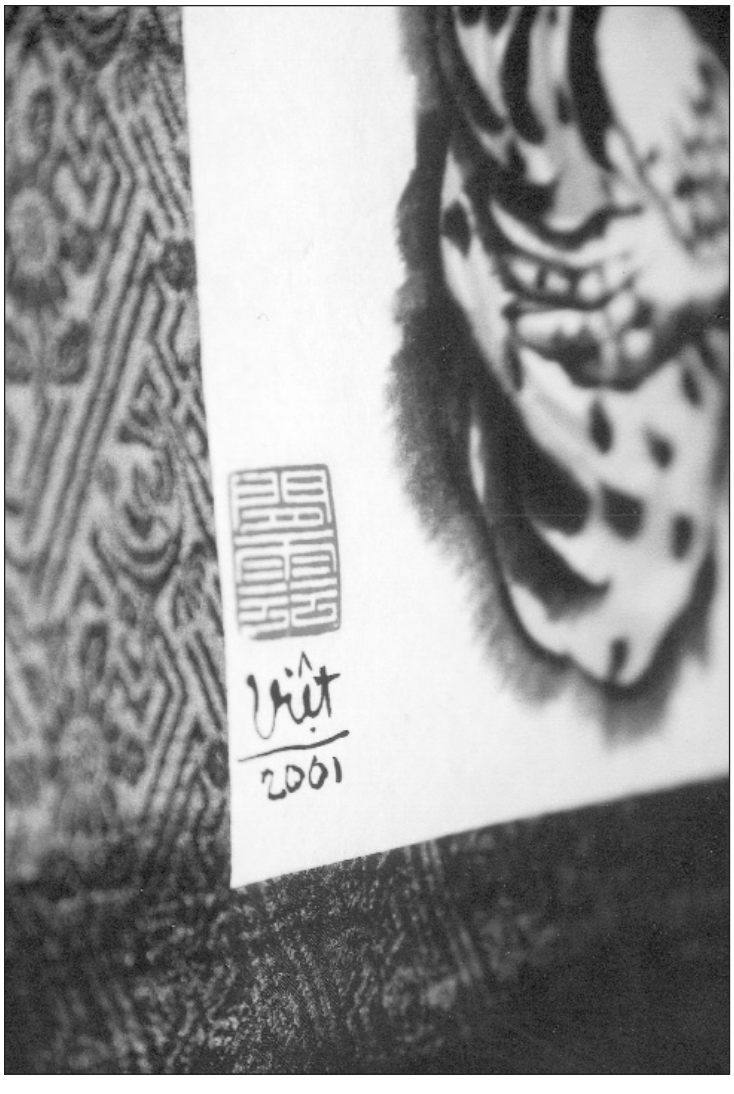
Renseignez-vous sur les possibilités de carrière dans la fonction publique québécoise et sur le recrutement universitaire !

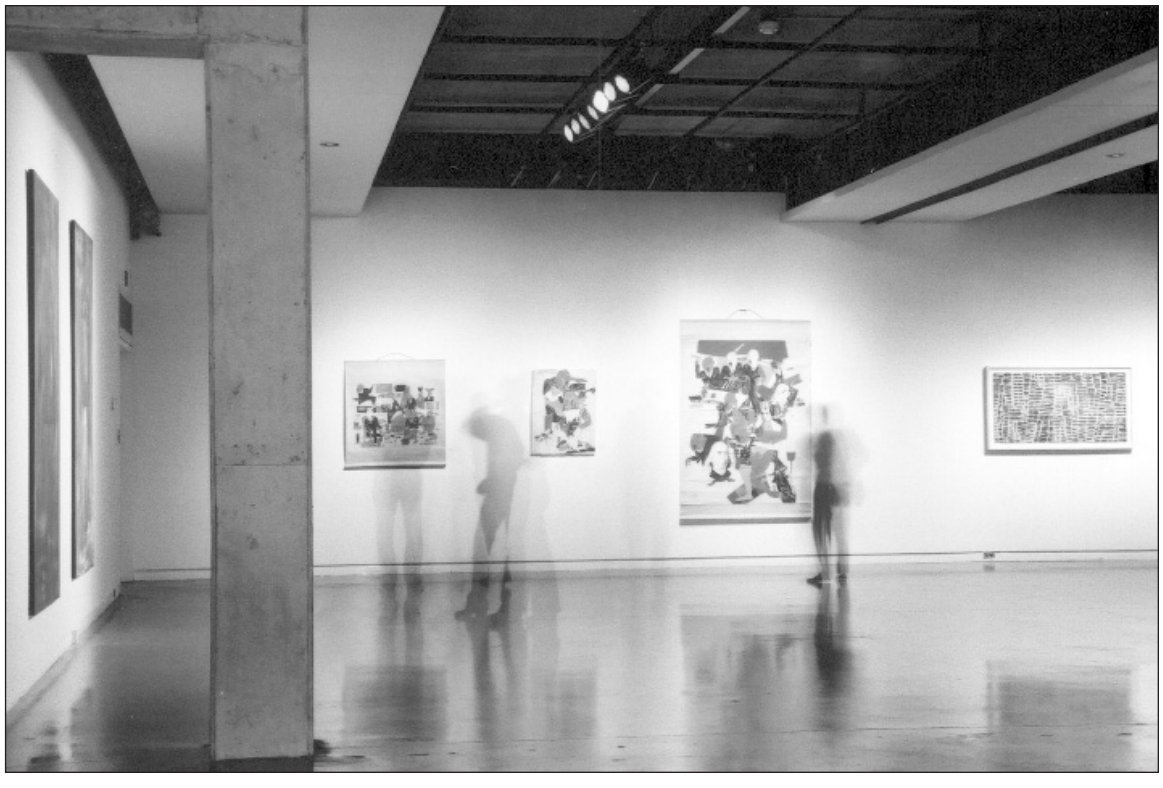
Pour en savoir plus, venez rencontrer des représentants du gouvernement du Québec :

Le 9 octobre
lors d'un midi-conférence
pour les étudiants
en administration (gestion financière)

www.tresor.gouv.qc.ca/jeunes

Québec





REGARDS SUR L'EXPOSITION DES ARTS VIETNAMIENS

PAR CLARISSE SERIGNAT

COLLABOREZ AU QUARTIER LIBRE!

PROCHAINES RÉUNIONS LES MERCREDIS 25 SEPTEMBRE ET 9 OCTOBRE À 17 HEURES AU LOCAL DU JOURNAL

(514) 343-7630

PETITES ANNONCES

ECOLE DES MAÎTRES.

Cours de formations barman(aid) et serveur. Rabais étudiant, programme de placement. (514) 849-2828, www.ecoledesmaitres.com

HUBERT REEVES À MONTRÉAL

«Kyoto: c'est le temps d'agir», conférence par Hubert Reeves le mardi 15 octobre 2002 à 19h au Palais des congrès, 1001, rue Bleury, métro Place d'Armes. Les billets au coût de 10 $ sont en vente chez Équiterre (514) 522-2000 ou visitez www.equiterre.qc.ca).

RECHERCHONS JEUNE FEMME

de 16 à 23 ans en bonne santé pour participer à un projet de recherche pour évaluer l'efficacité d'un vaccin anti PVH (Pavillomavirus Humano). Le PHV est un virus transmis sexuellement qui est responsable des condylomes génitaux et du cancer du col de l'utérus.
Si vous êtes intéressées, communiquez avec:
Jocelyne Varin, infirmière
tél.: (514) 345-4931 Poste 6909

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

L'intelligence qui précède les faits

L'abondance des publications entourant l'anniversaire des événements du 11 septembre devrait susciter non pas de l'excitation mais une violente répulsion ; dans la cohue médiatique, on reconnaît les opportunistes professionnels. La littérature n'est pas affaire de rétroaction, mais de prospection ; les grands écrivains anticipent ! Chacun ses standards...

Carl BERGERON

Je ne vous parlerai donc pas du *11 septembre des poètes québécois* (Trait d'union), mais d'Amin Maalouf qui, il y a quatre ans, publiait un petit essai extraordinaire chez Grasset, *Les Identités meurtrières*, dans lequel il entreprenait de comprendre en quoi un homme, se réclamant d'une identité propre (qu'elle soit religieuse, politique ou ethnique), en venait à commettre des crimes pour en préserver l'inviolabilité. Partant de la dichotomie géopolitique Occident/(Proche-)Orient, l'auteur libanais y examine sa propre expérience. Il s'insurge d'abord contre la parole et son utilisation inconsciente: «*Une vie d'écriture m'a appris à me méfier des mots. Ceux qui paraissent les plus limpides sont souvent les plus traîtres.*» Il déplore que la langue n'arrive parfois pas à traduire une spécificité identitaire de plus en plus complexe. En fait, selon lui, cette impuissance se répercute dans les discours, où l'on ne vérifie plus guère si le terme que l'on emploie réfère aux faits et aux gens que l'on veut dénoncer.

Il analyse surtout le malaise qui naît, chez plusieurs, de la convergence d'identités multiples. Entre autres choses, pour dissiper ce malaise, l'auteur propose l'apprentissage de trois langues: une langue maternelle, une langue utilitaire (l'anglais) et une langue d'affection, que l'on apprendrait par philantropie, pour l'amour simple et heureux du langage. Pour Maalouf, il s'agit non pas d'une lubie, mais d'une solution concrète au problème que pose notre époque: comment, dans le contexte actuel d'hégémonie, faire en sorte que chaque individu se sente *actif* au sein du développement global? Sous cet angle, apprendre trois langues, c'est affirmer sa présence au monde, sa participation, c'est aussi atténuer les tensions, escamoter les tentations d'isolement et d'abnégation sociale.

Dans le chapitre intitulé «Quand la modernité vient de chez l'Autre», l'auteur met à profit ses connaissances du monde arabe. Il y aborde le fanatisme religieux avec un salutaire souci d'objectivité (il y tend, il n'y prétend pas ; enfin !) ; le fanatisme religieux, nous rappelle-t-il, n'a pas le monopole de l'ignominie au XXe siècle : Staline et Hitler ont respectivement «*pourfendu*» et «*ignoré*» la religion… La montée incendiaire du fanatisme religieux dans le monde musulman, depuis les années 1970, est troublante; comment se fait-il, en effet, que l'intolérance s'immisce aujourd'hui dans une tradition historiquement définie par les idées de coexistence et de paix ? Pour Maalouf, c'est un mal lointain et multiforme. En introduisant une analyse qui puise dans l'Histoire, il réussit à détacher l'islam des désolants préjugés de violence et de répression qui lui sont souvent attribués.

Thank God, Maalouf est écrivain ; il n'est pas éditorialiste au Canada anglais! Il nuance donc: le fanatisme religieux est un phénomène irrationnel, mais dont *l'apparition* peut être expliquée rationnellement. *Les Identités meurtrières* ne sont pas un pamphlet, mais un essai «à voix haute», où l'auteur part d'une idée élémentaire pour construire une réflexion qui aspire moins à juguler la problématique qu'à la détailler et la (faire) comprendre. Peut-être est-ce dû à ses réflexes de journaliste, mais Maalouf possède un côté très vulgarisateur qui contribue à renforcer sa crédibilité.

Avec panache, Maalouf rappelle à l'ordre certains experts, analystes et autres, qui ne sauraient pas toujours voir, «*sous la réalité simpliste des chiffres, la réalité complexe des hommes*». Il livre ici un plaidoyer nous encourageant à substituer le goût du risque à la méfiance; il ne nie certes pas que la vie soit dure, le monde, cruel, mais malgré la tempête, insiste Maalouf, l'humanité reste_ et là réside toute sa poésie _ une aventure. Devant son ampleur, des soldats en veston-cravate apeurés veulent agir précipitamment par les armes et les bombes; ce sont les illettrés! Appel à la relecture des faits et de l'Histoire, à l'ouverture des peuples et à leur respect mutuel, *Les Identités meurtrières* s'avèrent aujourd'hui, après les événements du 11 septembre, d'une pertinence redoublée.

carlbergeron@letterboxes.org

Amin MAALOUF
Les Identités meutrières
Paris, Grasset, 1998
Le Livre de poche, 2000

Pour une mondialisation équitable

COLLOQUE DU PARTI QUÉBÉCOIS

SAMEDI 5 OCTOBRE 2002 - UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
3200, rue Jean-Brillant

La mondialisation nous touche de plus en plus chaque jour. Pour plusieurs, elle signifie un enrichissement tandis que pour d'autres, elle est menaçante.

Ce colloque propose une réflexion sur cette question et ses impacts sur l'avenir du Québec. Ce sera également l'occasion de se pencher sur la notion d'indépendance des nations en tant que condition essentielle pour participer aux grands débats entourant la mondialisation.

CONFÉRENCIERS INVITÉS

Louise BEAUDOIN
ministre des Relations internationales et ministre responsable de l'Observatoire de la mondialisation

Marie MALAVOY
première vice-présidente du Parti Québécois

Philippe SÉGUIN
président du groupe R.P.R. du Conseil de Paris, ancien président de l'Assemblée nationale de France, ancien ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, auteur

Daniel TURP
président du Comité des relations internationales du Parti Québécois

Michel VENNE
directeur de L'annuaire du Québec, chez l'Ides, et chroniqueur au quotidien Le Devoir

DISCOURS DE CLÔTURE

Bernard LANDRY
président du Parti Québécois et premier ministre du Québec

PARTICIPERONT ÉGALEMENT...

- Daniel BOURCIER
- Claudette CARBONNEAU
- Pierre CURZI
- Marcela ESCRIBANO
- Steven GUILBAULT
- Robert JASMIN
- Francine LALONDE
- Lucie LAMARCHE
- Pierre LUCIER
- Andrée-Lise MÉTHOT
- Marc-Urbain PROULX
- René ROY
- Laure WARDEL

Pour vous inscrire
(514) 526-2330, poste 267
ou 1-800-363-9531
www.pq.org

Parti Québécois

UN PORTABLE POUR L'UNIVERSITÉ

Un Portable Pour
LES ÉTUDIANTS
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Un programme d'achat de portable conçu pour les étudiants de l'Université de Montréal

- Outil essentiel pour les futurs professionnels.
- Prix et taux préférentiel exclusif.
- Plan de financement unique pour les étudiants.

UNE OFFRE EXCLUSIVE DE HP, APPLE, MICRO 2200 POUR LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

HP Omnibook XE 4100

Rabais HP de 75$ sur DJ 3820 ou 5550

- **Portable de la série professionnelle de HP**
- Processeur Intel Celeron 1.2 gHz
- Écran 14.1" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 128 Mo
- Disque dur 20 Go
- Graveur CD-RW 24 X 8X 4X
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56K et carte réseau 10 /100
- Mémoire vidéo 32 Mo
- Clavier français
- **Windows XP Pro français**

56$ par mois sur 36 mois †
0$ à l'achat, 0$ résiduel
1797$

HP Evo N1000c

- **Portable de la série professionnelle de HP**
- Processeur Intel Pentium 4 Mobile 1.7 gHz
- Écran 15" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 256 Mo
- Disque dur 30 Go
- Combo DVD/ CD-RW
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56K et carte réseau 10 /100
- Carte vidéo ATI Mobility Radeon 7500 32 Mo
- Clavier français
- **Windows XP Pro français**

77$ par mois sur 36 mois †
0$ à l'achat, 0$ résiduel
2497$

Apple iBook 700

Rabais HP de 75$ sur DJ 3820 ou 5550

- Processeur G3 700 MHz
- Écran 12.1" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 128 Mo
- Disque dur 20 Go
- Combo DVD/ CD-RW
- Port Firewire
- Modem 56Kbps et carte réseau 10 /100Mbps
- Carte vidéo ATI Mobility Radeon 16 Mo
- Clavier français
- Mac OS X/ Mac OS 9.2 français

66$ par mois sur 36 mois †
0$ à l'achat, 0$ résiduel
2119$

Pour de plus amples informations visitez le: www.micro2200.ca

Nombreuses options disponibles

Deskjet 3820

- Imprimante à jet d'encre HP Deskjet 3820: **162$** ou 5.00$ par mois†

Deskjet 5550

- Imprimante à jet d'encre HP Deskjet 5550: **242$** ou 7.47$ par mois†

Scanjet 2200

- Numériseur HP Scanjet 2200: **97$** ou 2.99$ par mois†

Photosmart 318

- Caméra numérique HP Photosmart 318: **237$** ou 9.32$ par mois†

- Microsoft Office Windows ou Mac: **89$** ou **2.75$** par mois†
- Microsoft Office Pro Windows: **109$** ou **3.36$** par mois†
- Carte réseau sans fils 3 Com **123$** ou **3.80$** par mois†
- Carte réseau sans fils Apple Airport **139$** ou **4.29$** par mois†
- Carte mémoire USB Easydisk 32 Mo: **53$** ou **1.64$** par mois†
- Carte mémoire USB Easydisk 64 Mo: **80$** ou **2.47$** par mois†
- Sac de transport et kit de sécurité: **79$** ou **2.44$** par mois†
- Sac de transport "Messenger" **43$** ou **1.33$** par mois†

Encore plus d'options disponibles sur: **www.micro2200.ca**

Université de Montréal
Micro 2200
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.micro2200.ca
Depuis plus de 11 ans

Revendeur agréé

† Rabais pour HP de 39$ à 75$ ... Offre valable jusqu'au 11 octobre 2002
† Taxes en sus, les prix et les configurations peuvent changer sans préavis.
Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer Inc. www.apple.com/fr/ca/fr/ca

FOCUS

Au cœur et à l'intelligence

Denis Gougeon, né à Granby en 1951, est l'un des rares compositeurs québécois de musique contemporaine à pouvoir vivre uniquement de son œuvre. Avec plus de 90 pièces à son actif, il est considéré comme l'un des compositeurs les plus importants de sa génération. Sa musique est jouée autant en Amérique qu'en Europe par des ensembles de renom tels que le Nouvel Ensemble Moderne et l'Orchestre Symphonique de Montréal.

Mario TURMEL

Denis Gougeon sème les germes de son futur métier en étudiant la musicologie à l'École de musique Vincent d'Indy et la composition avec André Prévost et Serge Garant à la faculté de musique de l'Université de Montréal. Très vite, il développe un langage qui lui est propre et s'intègre au milieu musical montréalais. De 1984 à 1987, il est chargé de cours à la faculté de musique de l'Université de Montréal et est parallèlement professeur de composition à la faculté de musique de l'Université McGill. Il est également chroniqueur de la scène musicale canadienne à l'émission *Musique actuelle* (1984-85) à Radio-Canada et fait partie de l'équipe des Événements du Neuf. Cet organisme est actif de 1982 à 1990 et a pour mission de rendre la musique contemporaine accessible au grand public. De 1998 à 2000, Denis Gougeon siège au conseil d'administration du Conseil des arts et des lettres du Québec et, depuis juin 2001, il est chargé de cours à la faculté de musique de l'UdeM où il enseigne la composition. Au cours de sa carrière, il reçoit plusieurs bourses et distinctions dont le prix Opus du Compositeur de l'année 2000, décerné par le Conseil québécois de la musique. Il est aussi le premier compositeur accueilli en résidence à l'Orchestre Symphonique de Montréal de 1989 à 1992.

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

Au cours de sa carrière, Denis Gougeon reçoit plusieurs commandes importantes. Il collabore avec le théâtre UBU pour lequel il compose la musique de quatre pièces: *Roberto Zucco,* de Bernard-Marie Koltès; *Maîtres anciens,* de Thomas Berhard; *Le Passage de l'Indiana* de Normand Chaurette; et *Nathan le sage,* de G.E.Lessing. En 1992, on fait appel à ses services pour composer une œuvre commémorative : *Un fleuve, une île, une ville,* à l'occasion du 350e anniversaire de Montréal. Cette même année, un concert du Nouvel Ensemble Moderne est consacré à Denis Gougeon. Ce concert, intitulé *Autour de Denis Gougeon,* fait entendre ses *6 thèmes solaires.* En 1993, le Nouvel Ensemble Moderne et les Percussions de Strasbourg créent *Un train pour l'enfer* au festival Musica 93 qui se déroule dans la capitale alsacienne. *Un train pour l'enfer* séduit l'Europe et l'œuvre est rejouée à Copenhague en 1996 et à Paris en 1999. Parmi ses autres commandes importantes, on peut citer *Jeux de cordes* (1996) pour le quatuor Erato de Bâle et son ballet *Emma B.* (1999) pour le Bayerishes staatsballett de Munich.

La musique de Denis Gougeon n'est pas seulement destinée à rejoindre un public spécialisé mais aussi un public de masse. *«Je vise essentiellement à établir une communication avec le mélomane en m'adressant au cœur et à l'intelligence», explique le compositeur*. Son langage musical n'est pas aussi chargé que pourrait l'être une musique structuraliste comme celle de Pierre Boulez par exemple. Ceci a pour avantage de rendre ses œuvres accessibles à une grande part de la population. L'authenticité et la sincérité sont également des soucis constants pour le compositeur. Les thématiques extra-musicales utilisées par Denis Gougeon traitent la plupart du temps de l'être humain et l'aspect narratif fait partie intégrante de son œuvre. Il cherche constamment de nouvelles façons de rapprocher sa musique de la voix humaine. En ce sens, il considère que Mozart est son inspiration.

L'œuvre de Denis Gougeon a été conçue pour être accessible à tous. Pour assister à un concert où une de ses compositions est jouée, n'hésitez pas à consulter les programmes des concerts de la saison, dont certains sont disponibles à la faculté de musique de l'Université de Montréal.
Pour des informations supplémentaires sur le compositeur, vous pouvez aller sur le site Web du Centre de la musique canadienne à l'adresse suivante: http://www.musiccentre.ca/

LA GRANDE VADROUILLE

Un goût de revenez-y

Le bistrot culturel Va-et-Vient a pignon sur rue dans le quartier Saint-Henri depuis le mois de mars 1999. Trois ans pour prendre sa place dans le paysage culturel québécois et s'imposer comme un *must* pour citadins à l'affût.

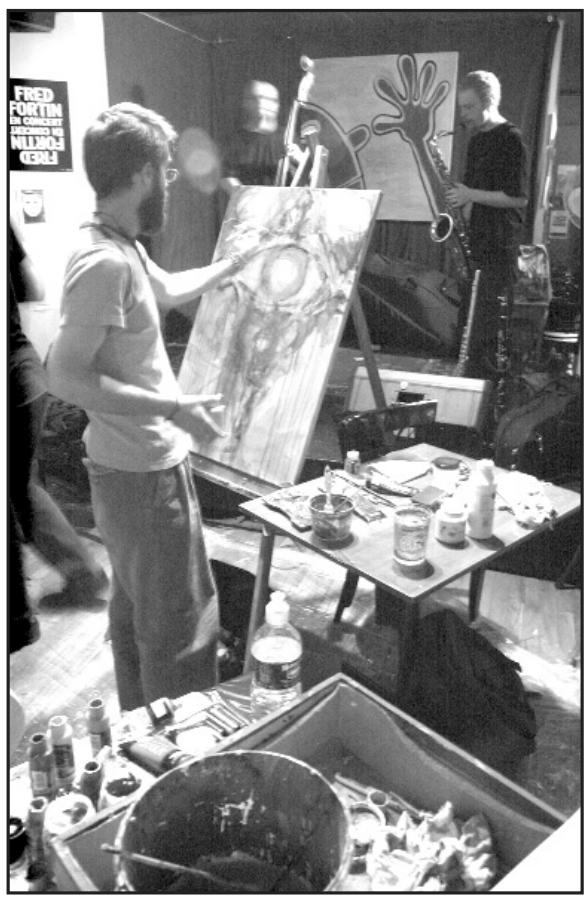
Patrick VERRET

Quand on y entre les soirs de concert, le lieu est plein à craquer. On peine même à se trouver une place. Des habitués du quartier Saint-Henri et des curieux de passage remplissent ce bistrot hors du commun, qui a comme vocation première la diffusion culturelle et le respect des artistes. Visionnaire, Éric Pineault, propriétaire et responsable de la programmation, travaille à construire des liens à long terme et, avec l'aide de son équipe, nous propose un concept original qui allie musique, arts visuels, bonne bouffe et café équitable. Conscience sociale et partage des richesses sont donc au programme de ce lieu artistique.

PHOTOS: DOMINIC GAUTHIER

Le Va-et-Vient voit le jour à la suite d'un concours organisé par le comité de revitalisation du quartier Saint-Henri. Au départ, quelques chansonniers s'y produisent pour le plaisir des gens venus manger et, peu à peu, au contact de groupes comme la Fanfare Pourpour (à voir le 12 octobre), le bistrot s'ouvre à la scène jazz, aux musiques improvisées et à tout l'éventail des musiques actuelles montréalaises. Au fil des soirées on peut y entendre des groupes comme Miriodor, Les Projectionnistes, Rouge Ciel, Thomas Jensen et, depuis son association avec le Off Festival, plusieurs musiciens de jazz tels que Yannick Rieu, Normand Guilbault . Bref, il y en a pour tous les goûts. Ici on encourage la scène locale et la relève… qu'on rémunère décemment.

Tout l'argent amassé lors des spectacles est remis directement aux artistes. Bernard Falaise, un des guitaristes les plus intéressants de la scène montréalaise (Miriodor, Les Projectionnistes, Klaxon Gueule, Marie-Jo Thériault…) dit à ce sujet «*Le Va-et-Vient est, à ma connaissance, le seul bar à Montréal qui garantit un cachet maximal aux musiciens qui y jouent.*» Lors de certaines soirées, un billet est nécessaire pour accéder à la salle de spectacle (aux alentours de dix dollars). Le reste du temps, une contribution volontaire est fortement suggérée. Un employé de la place fait alors le tour du public avec un chapeau pour le salaire de l'artiste qui ne dépend, lors de ces soirées, que de la générosité du public.



LE CONCEPT ALLIE MUSIQUE, ARTS VISUELS, BONNE BOUFFE ET CAFÉ ÉQUITABLE.

PLUSIEURS PROJETS MIJOTENT

En dehors des heures de spectacle, l'ambiance est propice à un gueuleton entre amis. La musique n'est pas trop forte (on peut discuter sans crier !) et reflète la programmation éclectique de la place. Le menu est comparable à celui de la plupart des cafés-bistrots de la ville. Pâtes, burgers, pizzas, salades et autres gourmandises à grignoter sont disponibles. Les prix sont raisonnables, les portions généreuses et les végétariens sont bien servis. De plus, on y boit du café biologique et équitable. Ce lieu sert aussi de salle d'exposition pour des peintres de la région. On pourra donc découvrir les œuvres de Sylvain Martel, de Reginaldo, de Morbidique et de Michel X. Côté. Dans le même ordre d'idées, des soirées sont organisées où la musique rencontre les arts visuels. Des peintres nous invitent donc à assister à leur processus de création, accompagnés par les improvisations du contrebassiste Alex Bellegarde et de ses musiciens. Les toiles réalisées lors de ces soirées feront aussi l'objet d'un encan public qui aura lieu le mercredi 18 décembre prochain.

Éric Pineault est loin de s'asseoir sur ses lauriers. Malgré ses 70 heures de travail par semaine, il trouve le moyen de regarder de l'avant. Plusieurs projets mijotent. L'idée d'un magasin de disque au sous-sol de l'établissement est dans l'air. Déjà, on peut découvrir les disques des musiciens qui présentent leur spectacle au bistrot-culturel au poste d'écoute disposé pour la clientèle. Tous les spectacles seront éventuellement filmés et formeront un dossier d'archives qui sera disponible en consultation pour les clients du futur disquaire. Le propriétaire espère même avoir un jour sa propre étiquette de disque et son studio d'enregistrement. On pense aussi à ouvrir une auberge à l'étage supérieur pour accueillir les touristes et les gens de passage. De plus, si l'effluve du chanvre indien est légalisé, ne soyez pas surpris d'y trouver aussi un *coffee shop* comme on en trouve aux Pays-Bas…

Éric et sa bande se préparent déjà à fêter le quatrième anniversaire du Va-et-Vient et promettent une foule d'activités spéciales pour 2003. Sont prévus, entre autres, des ateliers de dialogues musicaux improvisés. D'ici là, plusieurs spectacles incontournables sont au programme. À souligner, la prestation de Jean Derome, Fred Frith et Pierre Tanguay à la fin de cette année pour le lancement d'un disque témoin de la rencontre de ces trois grands musiciens qui paraîtra sur l'étiquette Dame/Ambiance Magnétique. Allez donc faire un tour!

L'agenda culturel

Dix ans de télévision Franco-Allemande

Pour célébrer ses dix ans, la chaîne de télévision culturelle européenne ARTE s'associe au Goethe-Institut, à ARTV et à la Cinémathèque québécoise pour présenter une série d'émissions et de films innovateurs. Le Goethe-institut présentera une série de dix films dont *Dangereuses Rencontres* et *Passion Callas*.
L'événement aura lieu jusqu'au 10 octobre à la Cinémathèque québécoise et jusqu'au 27 novembre au Goethe-Institut. Informations Kaisa Tikkanen (Goethe-Institut), 499-0159 ou Diane Audet (Cinémathèque québécoise), (514) 842-3768, poste 255.

Danse à l'air libre!

Lors de la sixième édition des Journées de la culture, l'atelier de danse contemporaine Synapse vous invite à participer gratuitement à un cours de danse de deux heures au sommet du Mont-Royal, en compagnie de la chorégraphe Julie Pilon et de danseurs de l'Université de Montréal. Au programme, une séance d'échauffement technique et d'improvisation, suivie d'une pièce intitulée *Balanza,* inspirée par la nature.
Le samedi 28 septembre de 12h00 à 14h00 et de 15h00 à 17h00. (en cas de pluie, l'atelier sera remis au lendemain).
Informations: Julie Pilon, 384-9470 ou jupilon@yahoo.com

Pierre Granche : construction de l'art

Le Centre d'exposition de l'Université de Montréal présente du 1er octobre au 7 novembre l'exposition Pierre Granche : Architecturer le site. Œuvres, fragments et témoins 1973-1997. Cette exposition relate les vingt années de travail du professeur et son apport à la recherche artistique ainsi qu'à l'art québécois. Pierre Granache a renouvelé les codes de la pratique artistique au Québec, en élargissant les concepts d'artiste, d'œuvre d'art et de lieu d'exposition. Il avait choisi l'installation comme pratique sculpturale, que ce soit dans un lieu d'exposition ou intégrée à l'architecture d'un bâtiment ou encore dans la nature. L'exposition est accompagnée d'une publication de textes de Jocelyne Connolly, Carl Jonhson, Lise Lamarche et Ghyslain Papillon.
Pour plus de renseignements: (514) 343-6111 poste 4694

Mime de rien

La troupe Omnibus présente Les voies du mime, une série d'œuvres qui mettent en valeur l'art du corps. En collaboration avec la troupe mexicaine Linea de Sombra et la troupe française le Théâtre du Mouvement, la troupe québécoise vous offre quatre pièces, «Intérieurs femme», «Galeria de Moribundos», «Le chant perdu des petits riens» et «Latitudes croisées», une création de Francine Alepin qui réunit les trois troupes pour un voyage sur la nef Atlantique ou les vives viennent à manquer... L'événement se tiendra du 24 septembre au 19 octobre au Théâtre Espace Libre, la nouvelle demeure de l'École de mime Omnibus.
Informations: (514) 521-4188

Révolution électrique

Innovations en concert vous invite à l'événement Guitarévolution, une série de concerts et d'ateliers-conférences qui font honneur à la guitare électrique. Dix concerts, dont cinq gratuits avec des artistes nationaux et internationaux, dont Wiek Hijmans (Pays-Bas), Ferrobaci Trio (Montréal) et Kazuhisa Uchihashi (Japon). De plus, deux ateliers-conférences dont un intitulé: la guitare électrique et la technologie numérique.
Du 28 septembre au 12 octobre à la Chapelle historique du Bon-Pasteur, à la maison de la culture Plateau-Mont-Royal, à la salle de Concert Oscar-Peterson et au Théâre La Chapelle.
Infos: (514) 931-9747 ou contact@innconcert.ca

«Ce serait ça, la danse, quelque chose à traverser et qui traverse le corps et ne laisse pas intact»

Karine Denault

Milles têtes me gobent

Du 10 au 13 octobre, la compagnie L'Aune présente «Mille têtes me gobent», une rencontre entre Karine Denault et les compositeurs Alexandre St-Onge et Roger Tellier-Craig, où corps et son ne font qu'un. Des sons ont été recueillis à l'aide de micros placés dans la bouche de la chorégraphe, suivant ainsi les mouvements de celle-ci. Karine Denault met en scène des états du corps, des manifestations d'énergie brutale et des échos du corps. À l'Espace Tangente.
Informations: Valérie Grig, (514) 523-5505

Habiter l'inhabituel

Dix-huit artistes se questionnent sur la notion de demeure, le nomadisme, la précarité de l'habitat, l'intimité et l'urbanité dans une exposition intitulée La Demeure. Du 13 septembre au 3 novembre, faites le tour de lieux publics de Montréal et découvrez des œuvres inédites des artistes tels que Kim Adams, Shelley Miller et Ana Rewakowicz. De plus, du 13 septembre au 7 décembre, découvrez des documents et des archives d'artistes à la galerie Optica. Lors des Journées de la culture, le 28 septembre entre 13 et 17h, le circuit sera commenté par les artistes eux-mêmes. Le 5 octobre, une table ronde sur le thème: Habiter l'inhabituel aura lieu à la galerie Optica, en compagnie de Marie Fraser, Marie-Paule Macdonald et Shauna McCabe.
Informations: (514) 874-1666

Underground musical

Onze musiciens réunis sous des airs de musique slave vous transportent entre l'amour de la vie et la tristesse implacable. Le Boban Markovic Okestra présente la musique du film *Underground* du réalisateur Emir Kusturica au Petit Café Campus, le 3 octobre dès 23h00.
Informations: Philippe Gauthier, (514) 844-3442

La langue à l'honneur

Le département d'études françaises de l'Université de Montréal présente deux conférences sur l'écriture. Jacques Durrenmatt, professeur de langue et littérature française de l'Université de Toulouse II propose une présentation sur le thème «Écrire l'ellipse: questionnements romantiques» (Bellin, Nodier, Balzac, Stendhal, Dumas), le 9 octobre à 16 heures au Pavillon Lionel-Groulx, salle C-4149. Joseph Danan de l'Institut d'études théâtrales de l'Université de Paris III propose quant à lui une conférence intitulée:«Du texte à la scène: contraintes et liberté», le 6 novembre à 16h00 au Pavillon 3200 Jean-Brillant, salle B-3310.

Porteurs de la bonne parole

Le 28 septembre dès 14h00, le Cercle des conteurs de Montréal vous invite au Parc Lafontaine pour partager leurs histoires et leur passion pour la «parole conteuse». Judith Poirier, Guy Lemay, Ghislain Lefebvre seront de la partie et tenteront d'éveiller le conteur en vous. Le Cercle des conteurs de Montréal travaille dans le milieu communautaire pour la revalorisation de la tradition orale et oeuvre notamment auprès des jeunes sans abris. L'Événement est gratuit, venez-y donc en grand nombre.
Informations: (514) 256-7717

LE QUARTIER LIBRE RECHERCHE
CARICATURISTE - ILLUSTRATEUR

Le mouvement
étudiant vous
aura à l'œil.